

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le cynisme du langage capitaliste (Henri Guilbeaux). — Documents sur le 5^e Congrès mondial : Rapport de Rykov sur la situation en Russie ; Rapport de Thalheimer sur le Programme de l'I. C. — Lettre ouverte de l'Exécutif de l'I. C. au Parti communiste italien (Le

Comité Exécutif de l'I. C.). — Statut général déterminant les rapports entre les Communistes de langue étrangère résidant en France et le P. C. F. — L'Internationale Communiste et les Paysans (Marius Vazeilles). — La Russie des Soviets.

Le cynisme du langage capitaliste

A propos de la Conférence de Londres

Avant la guerre impérialiste de 1914, la politique et la diplomatie officielle affectaient la correction et la courtoisie de forme la plus parfaite. La presse de toute couleur parlait de l'intérêt de la patrie. On revêtait avec le plus grand soin les négociations et les conférences à l'aide de l'étoffe du nationalisme le plus rutilant. Sur le sol natal, sur l'histoire du pays, sur l'armée, sur la civilisation ou la culture, on parlait avec un lyrisme unanime et touchant. Qu'on se rappelle le scandale provoqué en France par les discours et les écrits de Jaurès dénonçant la politique impérialiste et coloniale de la France !

Aujourd'hui, encore qu'on ne renonce point à l'hypocrisie et au mensonge, on abandonne pourtant parfois la phraséologie patriotique et similaire. On fait appel au sens matériel et à l'égoïsme de l'individu. Les phrases ronflantes, la rhétorique clinquante d'avant-guerre ne prend plus. On s'efforce de séduire le bon Français ou le bon Allemand par son amour de la vie, confortable et exempt de soucis que menace le voisin, non pas pour le bien de sa patrie, mais par désir démesuré d'expansion.

Rien de plus curieux à cet égard que la lecture de la presse capitaliste sur la Conférence de Londres. On y parle des conciliabules auxquels participent les banquiers. On prête plus d'importance au point de vue de Morgan, des hommes d'affaires de la City, des banquiers parisiens qu'aux propos de M. Herriot. A Londres, le capitalisme américain joue le tout premier rôle. Aussi, la présence de Hughes, de Mellon, secrétaire de la trésorerie américaine ; de Lamont, de la banque Morgan, est-elle plus remarquée et soulignée que celle de tous les Theunis et de tous les Snowdens du monde ! Selon la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, aussi bien informée que le *Temps*, Dwight Whitney Morrow, de la firme Morgan, serait l'agent général des paiements à titre de réparations, et remplirait, en Allemagne, le même rôle que le bourgmestre de Rotterdam en Autriche.

Ainsi, le capital américain contrôle tous les travaux et discussions de Londres et contrôlera les

organismes chargés d'appliquer le plan Dawes. Ouvertement, solennellement, la banque est le principal protagoniste et la presse ne tente qu'un faible effort pour le dissimuler.

Déjà, lors de la Conférence de Gênes, en marge des discussions officielles et politiques, on assistait au chassé-croisé des représentants de la « Standard Oil » et de la « Royal Dutch ». Le naphte et le pétrole dirigèrent en fait tous les débats. Les conditions relatives à la concession des pipelines de Bakou intéressaient bien plus les hommes d'Etat réunis en Italie que tel ou tel article de la Constitution Soviétiste.

Le même phénomène en partie se répéta à la Conférence de Lausanne, et ce qui, au premier chef, sollicitait les gouvernements, c'est-à-dire les représentants du capitalisme mondial, c'était Mossoul et le système des capitulations. La Turquie, aussi bien, n'intéressait ces messieurs que comme une affaire qu'on prend, cède, reprend, exploite, fait exploiter, en se laissant guider par le maximum de profit à retirer dans un minimum de temps. C'est avec raison que, faisant allusion aux mines de magnésie, Ismet Pacha disait récemment : « On croit généralement que notre pays possède un sous-sol inépuisable et que, malheureusement, tous ces gisements ne sont pas exploités parce qu'on n'en a pas accordé la concession. La réalité est tout autre. N'importe quel gisement se trouvant dans quelque coin insoufflé du pays a son concessionnaire. Rien n'est à donner. Les concessions ont été prises, mais les travaux d'exploitation sont encore à effectuer. Elles passent d'une main dans l'autre et cette situation a pour résultat de paralyser la vie économique du pays et de léser ses intérêts. »

Ce qui se joue actuellement à Londres dépasse peut-être en cynisme tout ce qu'on a pu observer jusqu'à ce jour. Sans fausse honte, les organes anglais, français, belges, américains parlent du meilleur moyen d'appliquer le plan Dawes. Bien sûr, dans l'intérêt de leur pays — en paroles ! Mais, en contradiction avec ces précautions oratoires, on énumère les conditions des banquiers quant à l'emprunt.

De la patrie, de la reconstruction de l'Europe ou du monde, on ne souffle plus mot. De temps en temps, on jette quelques commentaires volontairement obscurs, improvisés à l'aide des rapports des juristes, des spécialistes et des experts amenés dans les bagages des hommes d'Etat. Le jargon de ces commentaires sur les prestations en nature, transferts, manquements et sanctions est destiné, sans plus, à enténébrer le cerveau du lecteur le plus attentif.

Plus que les journalistes les plus positifs, il est quelqu'un qui, à présent, ne suit plus de voie détournée pour exprimer son opinion. C'est Poincaré-la-Guerre, Poincaré-le-bon-Lorrain, Poincaré le Grand Français sans peur et sans reproche.

Pour l'instant, il a renoncé à son langage tricolore bien connu et nous explique pourquoi l'Allemagne doit payer. Ce n'est plus seulement parce qu'elle a été vaincue, mais parce que sa concurrence industrielle et commerciale est redoutable, malgré sa position de vaincue. Il y a longtemps que l'on s'en doutait ! Les communistes ont souvent dénoncé ce qu'on pourrait découvrir sous les harangues éloquentes et les articles diserts de Poincaré. Celui-ci protestait de ses intentions pures, de son amour de l'humanité et traitait les communistes de calomniateurs. A vrai dire, lors du débat sur la Bessarabie, cyniquement, il avait déjà avoué aux communistes, qui lui reprochaient d'avoir changé de point de vue, que la France était pour le maintien de la Bessarabie à la Russie, quand celle-ci luttait aux côtés des Alliés !

Aujourd'hui, Poincaré qui, plus que Herriot le débonnaire, dirige la politique française (bien qu'il ne soit plus président du Conseil) — aujourd'hui, Poincaré parle un langage clair, exempt de toute réthorique, composé de calculs et de chiffres. C'est aux lecteurs du *Daily Mail* qu'il s'adresse, cette fois :

« Permettre au Reich de ne pas payer, ou de ne payer que des sommes réduites, ce serait, en effet, lui assurer, aux dépens du monde entier, et en particulier de l'empire britannique, la plus redoutable hégémonie industrielle et commerciale. » Comme il parle à des Anglais, le représentant politique du capitalisme français prend soin de citer d'abord l'Angleterre, mais il n'en est pas moins vrai qu'il dit, en commençant la série de ses articles et expressément, que la possibilité de la concurrence industrielle et commerciale de l'Allemagne est la raison pour laquelle il faut faire payer le maximum à l'Allemagne.

Aussi bien, Poincaré s'appuie sur son éminent collègue, le général Charles G. Dawes lui-même qui, le 9 avril 1924, écrivait au président de la Commission des Réparations :

« ...Demander moins serait libérer l'Allemagne des difficultés communes et lui donner un avantage injuste dans les luttes industrielles de l'avenir. »

Prenant ensuite les documents et statistiques publiés par les soins de la M. I. C. U. M., Poincaré exprime le pourquoi de ses inquiétudes. Malgré l'occupation et les charges, telles que la livraison gratuite du charbon des réparations et l'impôt spécial, les prix des charbons et des coques de la Ruhr restent de 5 % inférieurs au prix mondial. Si l'on rétablit l'unité économique et financière du Reich, déclare l'homme de la Ruhr, « il se produira fatalement une réduction des prix qui atteindra, sans doute, 10 % et qui donnera aux industriels allemands la maîtrise des marchés du monde ».

Plus loin, Poincaré montre le progrès de l'électrotechnique et de la sidérurgie. Des chiffres : la puissance installée des centrales électriques de 1913 à 1924 a augmenté de 70 % (3.396.010 kilowatts contre 2.018.380). La capacité de production de l'acier s'est élargie depuis 1914 : celle des hauts fourneaux, de 32 % ; celle des convertisseurs, de 16 % ; celle des fours Martin, de 40 %.

Poincaré tire non sans amertume cette conclusion : « De remède, il n'en est pas d'autre désormais, je le répète, que la mise en pratique loyale et consciencieuse du rapport des experts. »

En d'autres termes, l'application du rapport Dawes empêchera toute concurrence industrielle et commerciale de l'Allemagne.

En même temps qu'avec ce remarquable cynisme, Poincaré expose ses craintes et propose son remède, en même temps qu'on prépare le nouveau « Traité de Versailles » économique qui, devant suppléer au premier, tenu pour incomplet, empêchera l'industrie allemande de se développer normalement et engendrera un équilibre instable et dangereux, les capitalistes rapaces travaillent en dehors de l'Europe. Les travailleurs, chers à tous les idéalistes et démocrates, qui se sont vainement efforcés d'imposer la servitude de l'impérialisme britannique à la Russie Soviétique, les travailleurs préparent la ratification du traité avec l'Irak. Ce traité fut accepté par l'Assemblée de Bagdad, grâce à la pression anglaise la plus éhontée. D'abord presque unanimement hostile, l'Assemblée l'entérina parce que le socialiste de la 2^e Internationale, Ramsay Mac Donald, menaçait de rétablir un régime de gouvernement colonial en Mésopotamie. Les journaux impérialistes français, qui ont protesté contre la politique anglaise en Mésopotamie et notamment contre le soutien donné par le gouvernement de Londres à l'émir Fayçal, roi d'Irak — adversaire de l'impérialisme français — sont prêts à faire silence sur cette affaire, si Ramsay Mac Donald leur accorde une compensation dans la question de la Ruhr et de l'emprunt allemand.

En même temps encore, la mission militaire française au Brésil, intervenant dans la lutte menée là-bas par les divers groupements économiques mondiaux et les fractions politiques nationales, entretenait la guerre civile.

Ainsi les impérialismes, plus cyniques qu'avant 1914 — et dissimulant à présent à peine leur jeu mortel — disposent du fer, de la houille, du naphte, du café, du coton, de tous les champs exploitables et des hommes de toute couleur, organisent des affaires, fomentent des troubles, exercent leur rapine sans limite.

Il faudrait publier à des centaines de mille exemplaires les articles que rédige Poincaré : car, délaissant ses tirades d'académicien et de chef d'Etat sur les responsabilités de la guerre de l'Allemagne, sur la dévastation des régions du Nord, sur la barbarie germanique, sur les devoirs envers les héros de la grande guerre, Poincaré, chiffres en mains, et à l'aide d'un vocabulaire purement économique, indique à présent la nécessité d'appliquer le plan Dawes : *détruire l'industrie et le commerce allemand et supprimer ainsi un rival dangereux à l'industrie et au commerce français*. Il n'est plus question de mesures propres à assurer la défense de la nationalité française. C'est ici le langage le plus concret de la guerre économique.

Henri GULBEAUX.

Berlin, 6 août 1924.

Documents sur le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Rapport de Rykov sur la situation en Russie

(Séance du 27 juin 1924)

Le sens de la Nouvelle Politique Economique

Mon discours a pour objet la situation économique de notre Union et la discussion qui s'est déroulée dans le P. C. R. Je le ferai en russe, langue inconnue de la majorité des délégués et c'est pourquoi je m'efforcerai d'être bref.

Au IV^e Congrès Lénine et Trotsky ont été rapporteurs sur la question russe. Lénine n'est plus, mais au V^e Congrès il aurait pu présenter sur l'Union des R. S. S. et sur le P. C. R. des données beaucoup plus favorables et il aurait eu à souligner de bien plus grands succès qu'il put le faire il y a dix-huit mois.

Au IV^e Congrès Lénine a exposé le point de vue du Parti sur la Nef et sur les causes qui nous avaient décidés à abandonner le Communisme de Guerre pour une nouvelle politique économique. Il a caractérisé cette politique dans ses grandes lignes. Voici quelques citations :

« ...en 1921, après avoir franchi les principales étapes de la guerre civile et les avoir franchies avec succès, nous nous sommes heurtés à une grande, je dirais même à la plus grande crise politique intérieure de la Russie soviétiste. Cette crise était la manifestation du mécontentement non seulement d'une partie considérable des paysans, mais aussi des ouvriers. C'était la première fois, et je l'espère, ce sera la dernière, dans l'histoire de la Russie soviétiste, que de grandes masses paysannes, inconsciemment, spontanément et impulsivement se tournaient contre nous. Quelles étaient les raisons de cette situation étrange et, cela va de soi, désagréable pour nous ? La cause était que dans notre offensive économique nous nous étions trop avancés, sans avoir suffisamment assuré notre base... »

Et plus loin :

« le passage immédiat à des formes purement socialistes, à une répartition purement socialiste, dépasse nos forces présentes et, si nous ne sommes pas en mesure d'opérer notre retraite et de nous borner à des tâches plus modestes, nous sommes menacés d'un grand danger... »

Voilà en quels termes Lénine exposait et expliquait la nouvelle politique économique au IV^e Congrès. Peu de temps auparavant, nous avions eu l'insurrection de Cronstadt, qui était le résultat politique du mécontentement amassé parmi les paysans pendant l'époque du Communisme de Guerre. La nouvelle politique économique était principalement dirigée, dans l'idée de Lénine, du côté des paysans. Dans ses principes fondamentaux, c'était la liberté pour les paysans de disposer des produits de leur travail.

On peut considérer qu'à l'heure actuelle les dispositions principales de la nouvelle politique économique ont été mises à exécution. Il y a quelques mois, une loi a été publiée sur l'impôt agricole unique, qui est entièrement payable en argent : nous avons exclu des rapports entre le gouvernement et les paysans les dernières traces de prestations en nature, nous avons basé ces rapports sur

le principe du libre échange des marchandises. Tous les prélèvements que le gouvernement ait sur les paysans sont à l'heure actuelle évalués et versés en argent.

Les Résultats de la Nouvelle Politique Economique

Mettre en lumière la situation économique de la Russie soviétiste à l'heure actuelle, c'est donc faire le bilan de la nouvelle politique économique pour ces trois dernières années. Ce sujet est lui-même tellement vaste que je me limiterai trois domaines principaux : 1^o l'industrie et la condition de la classe ouvrière ; 2^o l'agriculture et 3^o circulation des marchandises et la circulation monétaire.

Comme terme de comparaison, nous prenons encore les chiffres d'avant-guerre. A vrai dire, le régime d'avant-guerre ne peut aucunement être considéré comme idéal et comme le but des efforts du Parti et d'un Etat socialiste, puisque nous avons fait la révolution d'Octobre pour changer ce régime et ces chiffres et pour en obtenir d'autres qui justifient la dictature de la classe ouvrière. Je ne doute pas que dans le courant des années prochaines nous ne serons plus obligés de prendre comme terme de comparaison ce qui existait, mais que nous pourrions prendre ce qui doit être, c'est-à-dire la réalisation des fins que nous nous proposons pour une période immédiate de trois ou de cinq années. Le degré de systématisation de notre économie ne nous le permet pas encore. Beaucoup de ce que j'aurais à dire est depuis longtemps connu des camarades russes ici présents, mais il me semble que ce que nous connaissons doit être aussi connu de toute l'I. C. et, par son intermédiaire, de tous les partis communistes.

L'Etat de l'Industrie et les conditions d'existence des Ouvriers

Je passe maintenant à la question fondamentale, l'état de l'industrie et la situation des ouvriers. La donnée fondamentale, connue de tous en Russie, est qu'à l'heure actuelle nous possédons environ 45 % de l'industrie d'avant-guerre. Ce chiffre en lui-même n'est pas énorme. La plupart des pays capitalistes peuvent en offrir de bien plus élevés. En valeur absolue, ce chiffre ne saurait être considéré comme consolant. Cependant il prend un autre caractère si l'on considère la dynamique de notre industrie.

La dynamique de notre industrie

En 1920, nous n'avions que 15 % de l'industrie d'avant-guerre ; au cours de cette année-ci nous sommes passés à 45 %, c'est-à-dire que nous avons triplé. Ce n'est déjà pas si mal. Bien que jusqu'ici nous soyons encore en deça de la plupart des pays bourgeois, nous nous développons beaucoup plus

vite que n'importe lequel d'entre eux. Si nous continuons avec la même vitesse, dans un avenir rapproché non seulement nous les rejoindrons, mais nous les dépasserons. Chaque année offre une plus grande amélioration que l'année précédente.

L'industrie légère se développe

Cette augmentation de l'industrie n'est pas égale dans toutes les branches, et l'industrie légère reprend beaucoup plus vite que l'industrie lourde. Nous connaissons déjà quelques sections de l'industrie légère qui ont atteint le niveau d'avant-guerre, et dans l'ensemble la somme de sa production dépasse 50 % d'avant-guerre. L'industrie électrotechnique, par exemple accuse 90 %. De même l'industrie linière a presque retrouvé son niveau ancien.

Afin de montrer le rythme du développement dans les diverses branches, je choisirai comme exemple le coton : en 1920 la production de cotonnades était de 1 million de pouds, à l'heure actuelle nous en avons 5, soit une augmentation de 5 fois. Dans ce domaine, l'outillage de nos fabriques nous permet des développements ultérieurs dont la limite ne dépend que de la capacité d'absorption du marché et des fonds disponibles. Cet exemple n'est pas unique. L'industrie légère travaillant pour le marché décrit une ligne brisée rapidement ascendante.

L'industrie lourde

L'état de l'industrie lourde n'est pas aussi satisfaisant. En ce qui concerne la métallurgie, nous avons longtemps vécu sur les provisions de minerai et de métaux léguées par l'époque antérieure, et il n'y avait aucune nécessité pressante d'intensifier cette branche de production. Ce n'est que dans les derniers temps que s'est fait sentir le manque de fer et de minerai.

On peut juger du développement de la métallurgie d'après les données suivantes : la fabrication de la fonte, de 7 millions de pouds en 1920-1921, est passée à 35 millions. Cet accroissement s'est produit de la façon suivante : dans la première année de la nouvelle politique économique, l'augmentation a été de 3 millions, dans la deuxième année de 8 millions, dans la troisième et dernière année, d'après des données encore approximatives, elle doit atteindre 20 millions. Le rythme de l'accroissement est aussi assez rapide dans cette branche. Mais le chiffre absolu que nous avons atteint est encore très insignifiant.

Nos progrès dans le domaine du combustible minéral

Nos progrès sont beaucoup plus grands dans le domaine du combustible minéral.

Tous ceux qui ont longtemps vécu en Russie connaissent ces graves crises de combustible, cette disette complète que la Russie a connue avant et après octobre. Ils savent également que pendant ces dernières années il ne s'est plus produit aucune crise de chauffage dans l'Union des R.S.S. Au contraire, nous avons un excédent de combustible minéral, et nous commençons à l'exporter à l'étranger. Notre budget du combustible a également changé ; il se compose en grande partie de combustible minéral, tandis qu'auparavant il était réduit principalement au bois.

Nous avons également un excédent de pétrole, et l'exportation des produits pétroliers à l'étranger est bien près de son niveau d'avant-guerre.

Je me bornerai à ces données d'ailleurs fort incomplètes. Elles montrent, je le répète, qu'à

l'heure actuelle nous n'avons pas encore atteint les résultats nécessaires. Mais de mois en mois et d'année en année le développement de notre industrie s'accélère, et je pense que maintenant l'impulsion est si bien donnée qu'à l'avenir ce développement continuera sa marche en avant avec une vitesse constante.

La situation financière de l'industrie

Cet accroissement de la production a eu sa répercussion dans l'amélioration de la situation financière de l'industrie. Autrefois la plupart de nos trusts fonctionnaient à perte ou ne donnaient qu'un bénéfice tout à fait insignifiant, mais déjà dans l'exercice 1922-1923 les prélèvements sur les produits en faveur du Gouvernement s'élevaient à environ 20 millions.

Pour l'année courante ces prélèvements se sont accrus et l'on peut prévoir qu'ils donneront au moins 40 millions procurés par l'industrie au Trésor et au Budget d'Etat. C'est la preuve qu'au point de vue financier l'industrie est non seulement remise sur pieds, mais commence à rapporter, quoique encore trop peu.

Dans son rapport au IV^e Congrès, Lénine déclarait que nous avions déjà accumulé 20 millions, et dans ces 20 millions il comprenait le commerce extérieur, le profit bancaire et tous les revenus de l'industrie. Cette année l'industrie seule nous donne déjà environ 40 millions. Une grande partie de ce bénéfice reste d'ailleurs dans l'industrie même, afin d'élargir son capital de roulement et de contribuer à sa restauration. La balance active du commerce extérieur nous donne environ 100 millions. N'ayant pas de chiffres sous la main, je ne puis vous donner une idée de ce que rapportent nos banques. Mais dans tous les cas le chiffre de leurs bénéfices est incomparablement supérieur à celui que Lénine avait présenté.

La situation de la classe ouvrière

L'amélioration de l'industrie ne pouvait pas ne pas amener une amélioration du sort de l'ouvrier, détenteur du pouvoir politique dans l'Union des R.S.S. La classe ouvrière pendant ces trois dernières années s'est accrue numériquement et a relevé sa situation matérielle. Et à ce propos, ainsi que je l'ai fait remarquer pour l'industrie, je ne voudrais pas que les membres de l'I.C. puissent penser un instant que nous regardons la situation de la classe ouvrière à l'heure actuelle comme idéale et bonne ; nous reconnaissons que nous n'avons pas encore le minimum de ce qui est nécessaire. Mais, d'un autre côté, nous améliorons cette situation chaque année et nous continuerons à l'améliorer à l'avenir.

La classe ouvrière s'accroît

Parallèlement au développement de l'industrie, la classe ouvrière a augmenté numériquement. Vers le milieu de 1922, sa force numérique était estimée à environ 1.260.000. Maintenant elle doit s'élever à 1.600.000. Dans ce chiffre ne sont pas compris les cheminots qui sont environ 1 million ; environ 800.000 ouvriers permanents et 200.000 ouvriers temporaires. Nous ne comptons pas non plus le prolétariat du commerce, des bureaux, de l'Instruction publique, ni enfin cette masse d'ouvriers qui sont employés temporairement aux coupes de bois, aux tourbières, etc... Les chiffres donnés plus haut ne comprennent que les ouvriers qui sont concentrés en qualité d'ouvriers permanents dans nos usines et dans nos fabriques. Leur nombre a augmenté.

Afin de caractériser plus exactement cette augmentation, je citerai quelques renseignements complémentaires sur les principales branches d'industrie. De novembre 1922 à février 1924, le nombre des ouvriers s'est accru dans l'industrie du combustible de 151.664 à 207.737 ; dans la métallurgie de 246.759 à 281.691 ; dans le textile de 312.000 à 374.000. Ce processus se poursuit encore : ainsi l'industrie textile pendant cet été a intensifié sa production d'environ 30 %. Le nombre des ouvriers doit naturellement s'accroître en proportion. Dans l'ensemble, dans les 15 derniers mois, la quantité des ouvriers employés dans l'industrie d'Etat s'est accrue de 20 %, c'est-à-dire d'un cinquième.

Le chômage

Parallèlement à l'augmentation indéniable du nombre des ouvriers occupés, nous remarquons une augmentation du nombre des sans-travail inscrits à la Bourse. Ce nombre oscille autour d'un million. Il a été plus élevé.

Le chômage en Russie constitue un des faits les plus regrettables, avec lequel il faut lutter à tout prix. Parmi les chômeurs, un quart appartient à la catégorie des ouvriers industriels, les autres sont des professions libérales, des employés de bureaux et des manœuvres. Je dois dire que, pour ma part, je n'ajoute pas une foi complète à cette statistique officielle de nos Bourses du Travail. Je n'y crois pas parce que, en vertu des privilèges accordés aux chômeurs, en vertu des conditions de l'embauchage qui sont exposés dans la législation des Républiques Soviétistes et qui sont impitoyablement appliquées, chacun chez nous s'inscrit à la Bourse du Travail. Là s'inscrivent tous les artistes et tous les chanteurs sans-travail et une quantité innombrable de « demoiselles soviétistes » (employées non qualifiées). Là s'inscrivent non seulement ceux qui cherchent du travail, mais ceux qui le refuseraient si on leur en offrait et qui recherchent simplement les avantages et les faveurs accordés à la qualité des chômeurs. A maintes reprises, nous avons constaté que lorsque nos autorités judiciaires arrêtaient quelques spéculateurs pour les déporter dans la région de Pétchora (lieu de déportation dans le Gouvernement d'Archangel), ils étaient infailliblement inscrits comme chômeurs à la Bourse du Travail. C'est pourquoi il me semble que les chiffres officiels dépassent les proportions du véritable chômage. Dans l'ensemble, il faut reconnaître une augmentation du nombre des ouvriers employés.

Cela vient de l'exode des campagnes vers la ville. Pendant la période du Communisme de Guerre, de multiples ouvriers quittèrent la ville pour la campagne. Tant que la situation dans les villes et la condition des ouvriers restèrent sans amélioration, l'attraction de la ville sur la campagne était absolument nulle. Je me souviens que nous cherchions autrefois le moyen de rappeler dans les fabriques et dans les usines les ouvriers partis à la campagne. Maintenant, grâce à l'amélioration de la situation, il n'en est plus besoin.

La deuxième raison de l'augmentation du nombre des chômeurs est une mesure excellente, qui n'a malheureusement pas été appliquée avec assez de rigueur : je veux parler de la diminution des administrations de toute sorte, soviétistes, industrielles, commerciales, coopératives et autres. Cette mesure a engendré un certain chômage parmi les éléments intellectuels et petits-bourgeois où se recrutent les employés. C'est pourquoi dans la statistique citée plus haut, la place

des ouvriers industriels est seulement de 25 %. Les autres 75 % comprennent, avec les manœuvres, le personnel des bureaux.

Pour en finir avec la caractéristique de l'effectif des chômeurs, je dois encore attirer l'attention sur une autre source de chômage, la démobilisation de l'Armée que nous avons effectuée au printemps de cette année. Les soldats démobilisés restent en majorité dans les villes et s'inscrivent à la Bourse du Travail.

La lutte contre le chômage

Quel est le principal moyen de lutte contre le chômage ? A mon avis, la principale mesure consiste dans le développement de l'industrie. L'industrie se développe rapidement, mais il faut qu'elle se développe encore beaucoup plus vite. C'est pourquoi, si nous avions disposé de grandes ressources pour la lutte contre le chômage, j'aurais proposé de les employer en premier lieu à donner du travail aux chômeurs en faisant marcher les usines qui sont encore fermées. La question du chômage et de la lutte contre cette calamité est à l'ordre du jour du Parti et des Soviets.

L'assistance aux chômeurs s'effectue par l'intermédiaire des caisses d'assurances, qui, d'après la loi, perçoivent jusqu'à 18 % des salaires. Les Conseils des Commissaires du Peuple d'Ukraine, de Russie et des autres Républiques ont, en outre, voté des ressources spéciales, très modestes, il est vrai, pour l'exécution de travaux publics. C'est ce que font également certains Comités Exécutifs locaux. Mais le principal remède consiste dans la politique du Parti qui s'efforce de développer notre industrie et d'augmenter le nombre des ouvriers employés.

Le salaire augmente

Telle est la situation de la classe ouvrière au point de vue de sa composition numérique. Je ne dirai rien de la journée de travail ni de la protection du travail, puisque sous ce rapport nous avons la législation la plus parfaite du monde. Grâce au contrôle des syndicats et des comités d'usine, elle est appliquée avec la plus grande exactitude. La seule question qui reste encore à élucider, c'est celle du salaire. Le salaire actuel, évalué d'après sa puissance d'achat, varie entre 65 et 75 % d'avant-guerre. Dans ce chiffre, ne rentrent pas toutes sortes de privilèges et de faveurs des fabriques et des villes que reçoivent les ouvriers dans la jouissance des services municipaux. Il est évident que 70 % ou même un peu moins c'est insuffisant. Mais pendant ces deux dernières années, le salaire moyen a augmenté de deux fois et demi, ou de 250 % ; pendant la période qui s'est écoulée depuis le dernier Congrès de l'I. C., c'est-à-dire pendant un an et demi, il a passé de 40 % à 65 et à 70 % d'avant-guerre. Il augmente donc constamment et marche de pair avec l'industrie. Pendant les trois mois prochains, les salaires seront relevés dans les deux branches les plus en retard, les chemins de fer et le textile. Dans l'un et l'autre cas, l'augmentation sera en moyenne de 10 %. Il faut ajouter que même dans l'industrie textile nous avons déjà des salaires dépassant ceux d'avant-guerre dans certains trusts, dans certaines fabriques. Cela ne signifie nullement que l'aisance soit atteinte. Nous estimons nécessaire, au contraire, d'élever les salaires dans le textile au-dessus du niveau d'avant-guerre, parce qu'alors c'était le travail le plus mal payé.

Dans les quelques mois qui ont précédé le

V^e Congrès, l'augmentation du salaire s'est ralentie d'une façon considérable et je dois dire que ce ralentissement a été appuyé par les ouvriers eux-mêmes. Pendant ces derniers mois, le gouvernement et le Parti ont effectué la réforme monétaire. Cette réforme monétaire était étroitement liée, et le reste encore, avec la plus grande réduction possible des dépenses. Elle exige que nous émettions le moins de papier possible, que nous restions dans les limites qui garantissent ce papier de toute dépréciation. La période de la réforme monétaire doit être regardée comme celle où la classe ouvrière s'est montrée particulièrement consciente, où elle a consenti des sacrifices pour assurer la stabilité de notre monnaie. C'est là la conquête la plus précieuse de la période écoulée.

La productivité du travail augmente

Pour en finir avec l'industrie, j'indiquerai encore un fait de la plus haute importance, un fait qui, aux yeux de chaque économiste, montre d'une façon décisive jusqu'à quel point la reprise industrielle est sérieuse. Je veux parler du fait que la production, *la productivité de l'industrie ont augmenté plus vite que le nombre des ouvriers employés*. Le nombre des ouvriers employés a augmenté dans le courant de l'année dernière, mais la quantité des produits fabriqués a augmenté dans une proportion beaucoup plus grande. Cela montre que la productivité de l'ouvrier et que l'organisation même de notre industrie se sont améliorées.

Cependant, je suis loin de prétendre que nous avons résolu complètement le problème de l'élévation du rendement. Je pense que, dans ce domaine, il reste encore des progrès à faire et que les résultats acquis doivent être considérablement développés.

Le rôle du capital privé dans l'industrie

Un des camarades de l'I. C. m'a demandé quelle était l'importance du capital privé dans l'industrie de l'Union des R.S.S. Sur cette question, je me bornerai à citer un chiffre : les entreprises privées donnent seulement 4 % de toute la production industrielle. Entre les mains du capital privé il ne reste que des entreprises n'occupant pas en moyenne plus de 17 ouvriers chacune. Cela montre que le rôle du capital privé dans l'industrie est tout à fait insignifiant et que de ce côté il n'y a pas lieu de craindre son envahissement.

Les transports ferroviaires, fluviaux ou maritimes sont complètement entre les mains de l'Etat.

L'essor de l'industrie, que j'ai caractérisé par les chiffres précédents se rapporte uniquement à l'industrie d'Etat. Il faut ajouter qu'il se produit sans aucune contribution des pays étrangers, par les seules forces intérieures de la République et sur la base de cette accumulation socialiste qui s'est opérée dans les dernières années.

L'usure de l'outillage

Notre point le plus faible — je ne veux pas cacher aux camarades de l'I. C. les lacunes et les points faibles dont nous souffrons — c'est l'usure de notre outillage industriel. Nous n'avons pas de ressources suffisantes pour restaurer convenablement le capital constant de l'industrie, pour élever la technique de la production à un degré supérieur. Le processus d'accroissement que je vous ai décrit, s'est produit avec l'outillage, avec les fabriques et les usines dont nous avons hérités de la société capitaliste et du régime tsariste. Dans les dernières années nous n'avons pas bâti une seule

usine importante. Seulement, à présent, les usines sont en voie de construction et seront bientôt terminées; elles sont construites d'après le dernier mot de la technique, mais elles n'appartiennent qu'à certaines branches, qui ne sont pas classées au premier rang : à l'industrie du verre, à l'industrie chimique, à l'industrie du bois etc... Dans l'ensemble, nous avons travaillé jusqu'ici avec l'outillage légué par le régime bourgeois tsariste.

L'électrification

L'électrification est à peu près la seule chose nouvelle que nous avons introduite jusqu'ici au point de vue du perfectionnement de notre technique. Et encore nous n'allons pas aussi rapidement que cela serait nécessaire et que nous l'avons nous-mêmes projeté il y a quelques années. L'année prochaine nous inaugurerons plusieurs nouvelles centrales ; celle du Volkov avec 55.000 kilowatts, Chatour avec 32.000 kilowatts, Nijni-Novgorod avec 20.000 kilowatts, Cheterovka avec 20.000 kilowatts et un certain nombre d'autres d'une puissance inférieure. En 1924, nous n'avons pu donner à l'électrification que des crédits très limités, environ 51 millions de roubles.

Nos progrès sont dus à l'accumulation intérieure

Le dernier Congrès National du Parti a adopté une résolution sur la nécessité d'accélérer le développement de l'industrie métallurgique et de l'électrification. Mais je dois dire que cette accélération est conditionnée par l'accumulation que nous réalisons à l'intérieur du pays. Jusqu'à présent, nous avons restauré notre économie en présence d'un blocus continu de la part des pays bourgeois.

Nous conversons avec MacDonald comme nous avons conversé autrefois avec Lloyd George et jusqu'à présent à peu près avec le même succès. Nous n'avons conclu aucun traité et nous ne sentons pas du côté adverse un grand désir d'arriver à une entente sur la base de la mise à notre disposition d'un emprunt et de l'investissement des capitaux libres d'Occident dans notre économie. Des autres pays, nous n'avons reçu aucun emprunt et nous avons restauré notre économie en nous appuyant exclusivement sur l'accumulation qui s'effectue à l'intérieur de la Russie, par les efforts concertés des paysans et des ouvriers.

Les concessions

Cette accumulation est assez rapide. Elle augmente d'année en année et nous a donné la possibilité au dernier Congrès de voter une résolution aux termes de laquelle nous devons nous montrer plus prudents dans l'attribution des concessions. C'est pourquoi dans nos conversations avec Mac Donald nous aborderons le sujet des concessions avec beaucoup plus de précaution qu'avec Urquart, bien que Mac Donald appartienne à la II^e Internationale, et que Urquart n'y appartint pas. Nous serons beaucoup plus réservés avec Mac Donald, parce que maintenant, grâce au développement de nos forces intérieures, nous marchons assez vite de l'avant. Je ne veux nullement dire que nous soyons devenus hostiles à toute attribution des concessions : si l'affaire se présente *avantageusement* pour nous, nous en accorderons, dans le cas contraire, nous les refuserons. Mais nous peserons beaucoup plus attentivement les côtés avantageux et les côtés désavantageux que nous ne l'avons fait autrefois. Nos exigences augmentent.

Dans le domaine des concessions, il ne s'est rien produit de nouveau dans le courant de l'année dernière. On parle encore beaucoup, aujourd'hui comme autrefois, de concessions, mais toutes ces conversations donnent malheureusement fort peu de résultats. Le rôle du capital concessionnaire à l'heure actuelle n'est pas plus important que celui du capital privé indigène.

L'agriculture et la paysannerie

Notre Union des Républiques Socialistes est une des contrées agricoles par excellence de l'Europe. Le paysan et l'agriculture y jouent jusqu'à présent un rôle prédominant. Sur 130 millions d'habitants de notre Union, environ 100 millions sont des paysans. Notre économie agricole se compose de petites exploitations, d'exploitations paysannes, et c'est là son caractère distinctif. Nous n'avons aucun grand domaine, aucune « fabrique de grain » et de viande. De toutes les terres qui ont été confisquées au moment de la Révolution d'octobre et qui, si je ne me trompe, atteignaient 30 millions d'hectares, nous avons presque tout distribué aux paysans.

Les entreprises modèles

L'Etat n'a conservé qu'environ 2 millions d'hectares de terre cultivable ou non, qui doit être employée à monter des entreprises modèles, pour la culture des semences, pour l'élevage des chevaux, etc., etc... Le rôle de ces exploitations modèles consiste à mettre sous les yeux des paysans des exemples concrets de méthodes perfectionnées de culture et de jardinage, à aider les paysans à relever leur exploitation, en mettant à leur disposition de meilleures semences, du bétail reproducteur, etc...

L'état de l'économie rurale

L'exploitation paysanne est le fondement de la production agricole. Il y a de 18 à 20 millions de ces exploitations. Toutes ces petites exploitations travaillent sur la base de la liberté des échanges. Pendant la période de la Révolution et de la guerre civile, l'économie rurale a grandement souffert, quoique moins que les usines et les fabriques. La brusque réduction de la surface ensemencée sur le territoire de l'Union a été la manifestation éclatante d'une désorganisation profonde.

Pendant la période du Communisme de Guerre, l'économie rurale était fondée sur le monopole étatique du commerce du blé et sur l'impôt en nature. Seul le Gouvernement avait le droit de faire le commerce des grains. Les paysans étaient forcés de remettre au gouvernement tout l'excédent de leurs produits, en dehors de la quantité strictement nécessaire aux besoins de leur exploitation, c'est-à-dire à l'ensemencement de leurs champs et à la consommation de leur famille et de leurs bêtes. Notre législation indiquait exactement les besoins de consommation qui devaient être pris en considération. Tout le reste devait être mis par le paysan à la disposition du Gouvernement. En outre, pendant cette période, des masses de paysans furent mobilisés. Pendant la guerre civile nous avions sous les armes plus de 5 millions d'hommes, dont la majeure partie se composait de cultivateurs et d'ouvriers agricoles. Les blancs mobilisaient de leur côté ceux des régions qu'ils occupaient. Les paysans étaient épuisés d'une part par la mobilisation de la main-d'œuvre et de l'autre par la réquisition du bétail et des chevaux. Dans ses déplacements le front des hostilités arriva presque aux portes de Moscou, et chaque fois qu'ils avançaient, Koltchak,

Dénikine et autres effectuaient chez les paysans des réquisitions de grain, de bétail et quelquefois même d'ustensiles et d'outils.

En outre, le système de la réquisition du blé, qui ne laissait au producteur que ce qui lui était indispensable pour la consommation de sa famille et pour les besoins de son exploitation, enlevait aux paysans tout intérêt à développer leur production. L'introduction d'une nouvelle politique économique, fondée sur la reconnaissance au paysan du droit de disposer des produits de son travail, en payant seulement un impôt au Gouvernement, donna une impulsion gigantesque à l'économie rurale. Le mérite principal de la nouvelle politique économique consiste à avoir facilité le rapprochement et l'union de la classe ouvrière et des paysans. Si vous parcourez la chronique du communisme de guerre, vous y trouverez les traces de protestations en masses des paysans. Nous avons assisté alors à des soulèvements partiels dans plusieurs gouvernements. La nouvelle politique économique a, au contraire, scellé l'alliance de l'ouvrier et du paysan et a fait disparaître les émeutes paysannes. Il est superflu d'ajouter que la famine de 1921 fut pour le paysan une calamité épouvantable.

L'assainissement de l'économie paysanne

Je vais citer les chiffres de la réduction de la surface ensemencée. Vous verrez qu'en 1922 la surface ensemencée a subi une brusque diminution; c'était le résultat de la très mauvaise récolte de 1921. En prenant comme base le niveau d'avant-guerre, on trouve en 1920 une diminution de 12 %, en 1921 de 22 % et en 1922 de 34 %. Après 1922, il se produit un revirement. Le paysan commence à se remettre des suites de la famine et en 1923 nous avons seulement une réduction de 23 %, par rapport au niveau d'avant-guerre. A l'heure actuelle, la surface ensemencée oscille entre 85 et 90 % de la moyenne d'avant-guerre; il peut y avoir une erreur en plus ou en moins, mais en tous cas insignifiante.

Parallèlement à cette augmentation de la surface ensemencée, l'augmentation de la production paysanne a été assez grande pour participer d'une façon importante dans ce que nous appelons la crise d'automne, dont je parlerai plus loin. Je me bornerai à dire ici que cette crise entraîna une baisse considérable des prix des grains.

La baisse des prix se produisit parce que les quantités disponibles de produits agricoles étaient supérieures aux besoins du marché intérieur. Après satisfaction de toutes les demandes de la République, nous avions un excédent de plus de 200 millions de pouds. L'agriculture ne peut poursuivre son développement sans à-coups qu'à condition que nous conquérions le marché extérieur pour l'écoulement de ses produits. Dans notre économie nationale nous n'avons pas deux plans contigus, l'économie rurale et notre industrie, mais un triangle dans lequel le commerce extérieur avec l'Europe Occidentale forme obligatoirement un côté. Sans ce commerce extérieur, nous ne sommes pas en mesure d'établir entre l'agriculture et l'industrie l'équilibre nécessaire au développement rapide de notre agriculture. Nous avons déjà exporté sur la récolte de 1923 environ 180 millions de pouds de blé. Cela nous a donné la possibilité de relever le prix des céréales dans une proportion de plus de 60 %, d'égaliser sensiblement ces prix sur le territoire de l'Union et de cette façon de rapprocher la lame inférieure des « ciseaux » représentant les prix de l'agriculture de la lame supérieure représentant les prix des articles manufacturés.

Pour terminer la caractéristique de cet essor de l'économie rurale, je citerai quelques données sur l'augmentation des plantations de coton. En 1922, nous en avions environ 55.000 hectares au Turkestan et en Transcaucasie, en 1923, 200.000, c'est-à-dire 4 fois plus, et en 1924 400.000 déciatines, nouvelle augmentation du double. Cependant malgré la rapidité de la restauration des plantations de coton, nous n'atteignons encore qu'un peu plus de la moitié de la surface d'avant-guerre et cette année, pour satisfaire aux besoins de l'industrie, nous avons été obligés d'importer une quantité de coton à peu près égale à celle que nous récoltons.

Les perspectives dans l'agriculture

La récolte de cette année est une question brûlante. La presse n'a encore publié aucune communication officielle à ce sujet. Les chiffres que je vous citerai manquent de vérification définitive, mais dans l'ensemble, ils offrent cependant un tableau exact de la situation.

Dans l'économie générale de l'Union des R.S.S. la récolte a une importance de tout premier ordre, et les proportions de la récolte, par suite de la technique peu développée, dépendent en grande partie du temps et des conditions climatiques. La surface ensemencée, comme je l'ai dit, est supérieure à celle de l'année dernière, mais d'après les prévisions actuelles la récolte de cette année sera à peine égale à celle de l'année dernière. Il y a donc une diminution du rendement par hectare.

De cette façon, nous aurons également cette année la possibilité, après satisfaction des besoins du marché intérieur, de continuer l'exportation du blé à peu près dans les mêmes proportions que l'année dernière, c'est-à-dire environ 200 millions de pouds.

La particularité de la récolte de cette année consiste dans une distribution beaucoup plus disparate que l'année dernière. Nous avons une bonne récolte en Sibérie, autour de Moscou, dans la région centrale, et nous avons de nouveau une mauvaise récolte dans certaines régions qui avaient déjà souffert de la famine en 1921, c'est-à-dire dans la région des Allemands de la Volga, dans le Gouvernement de Tzaritzine, dans une partie du gouvernement de Saratov et une partie du gouvernement de Stavropol.

Au point de vue des dimensions, cette mauvaise récolte concerne un peu moins d'un cinquième du territoire qui avait souffert en 1921. En ce qui regarde la moyenne du rendement par déciatine, il est à peu près le même dans les régions sinistrées qu'en 1921.

Le secours aux régions déficitaires

Le Comité Central du Parti et le Conseil des Commissaires du Peuple, dans la conviction que le pays possède maintenant tous les moyens d'éviter une calamité dans les régions sinistrées, estiment qu'il est nécessaire de venir immédiatement au secours du paysan. La première chose à faire consiste à maintenir la surface ensemencée dans ces régions et le Gouvernement a déjà pris des mesures pour qu'elle ne soit pas diminuée d'un seul hectare l'année prochaine. Nous le pouvons sans imposer de sacrifices trop lourds à l'Etat et sans nous adresser à aucune société de secours américaine ou autre. En automne, nous devons fournir aux paysans ayant souffert de la mauvaise récolte des semences pour les semences d'automne ; pour cela il faudra prendre 10 millions de pouds sur les 200 millions d'excédent attendu, ce qui est en définitive assez peu. Des

ordres ont déjà été donnés pour faire parvenir le blé dans les régions frappées et des préparatifs ont déjà été faits en vue des semences d'automne, qui dans ces régions commencent vers la fin d'août.

Mais cette circonstance que sur tout le territoire de l'Union en général nous avons une récolte inférieure, avec la complication directe d'une mauvaise récolte dans certaines des Républiques soviétistes, a considérablement dérangé nos calculs. Nous espérons que l'année prochaine établirait un record, ferait faire un bond à toute notre économie. Les prévisions primitives étaient éminemment favorables, on attendait 400 ou 500 millions de pouds d'excédent pour l'exportation à l'étranger. Ce programme se trouve réduit. En ce qui concerne l'économie agricole, l'année prochaine sera probablement caractérisée par les mêmes chiffres et par la même situation que cette année. En d'autres termes ce sera dans son ensemble une année satisfaisante.

La question de la circulation des marchandises

Je passe maintenant à la question qui a été l'un des points de départ de la discussion dans notre Parti, la crise de vente et les méthodes employées par le Comité Central du Parti pour la combattre.

L'un des délégués du Congrès m'a fait remarquer dans un entretien que si nous avions un plan de disposition, nous pourrions nous dispenser de l'examen de la question des crises dans la Russie Soviétique. J'ai répondu à ce camarade que je le désirais aussi. Si l'Internationale Communiste voulait nous indiquer comment faire, nous exécuterions ce programme immédiatement, dans les délais prévus et conformément au calendrier. Mais le camarade qui me parlait ainsi n'a pas pu me donner cette recette.

Je crains bien d'ailleurs qu'il n'existe pas dans la nature de recette pouvant garantir notre économie de toutes les crises. J'essayerai de le démontrer plus loin. Pour le moment je voudrais exposer les circonstances qui ont causé et accompagné la crise d'automne et les mesures employées pour la surmonter.

La crise d'automne

Le trait caractéristique de cette crise a été la réduction de l'écoulement des marchandises, la dépression des marchés, dans une saison où on était précisément en droit d'attendre une animation commerciale. Il faut attribuer ce phénomène au brusque écart entre les prix des produits agricoles et ceux des articles manufacturés (les « ciseaux »). Cet écart, à son point culminant, c'est-à-dire en octobre, faisait que les produits industriels étaient trois fois plus chers que les produits agricoles, si l'on prend comme base la situation d'avant-guerre.

A cause de cette disproportion des prix, l'industrie se trouva tout à coup devant un marché fort réduit pour l'écoulement de ses produits. Pendant une première période de la nouvelle politique économique, qui avait duré un an et demi, l'industrie avait prospéré principalement en approvisionnant le marché intérieur, c'est-à-dire la population urbaine et celle des usines et fabriques. La ville était assez riche pour donner à l'industrie la possibilité de se développer pendant cette première période. Le salaire des ouvriers et des employés augmentait proportionnellement à la cherté et maintenait la puissance d'achat du marché urbain. Jusqu'à l'automne dernier, le marché urbain absorbait 70 % de la pro-

duction totale de notre industrie et seulement 30 % s'écoulait dans les campagnes.

L'industrie s'était donc développée et consolidée en alimentant la ville, mais bientôt la ville se trouva saturée et l'élargissement du marché ne pouvait dès lors s'effectuer que dans les campagnes. Dans ces conditions, le premier pas vers la conquête du marché rural par la production des usines et des fabriques aurait dû être le rapprochement des prix industriels et agricoles, ou en d'autres termes la baisse des produits industriels et la hausse des produits agricoles.

Lorsque les camarades ont lu dans la presse étrangère le compte rendu de notre discussion sur la crise, ils ont peut-être pensé que chez nous les fabriques se fermaient, les ouvriers étaient congédiés et les organisations économiques en pleine dissolution. Je dois dire que, même à l'époque de la crise et de la discussion sur la crise, non seulement il n'y eut pas de fermetures de fabriques en grand ni de renvois en masse d'ouvriers, mais la courbe des progrès de notre industrie, en ce qui concerne le personnel employé et la production, continua à accuser une tendance ascendante.

Le semestre pendant lequel s'est produit la crise montre une augmentation importante de la production industrielle par rapport au semestre précédent. La discussion dans notre Parti commença assez tôt, la question des mesures préventives fut posée assez opportunément pour empêcher les conséquences fatales de cette crise. En cas de développement ultérieur, cette crise menaçait en effet l'économie nationale des secousses les plus douloureuses.

Par l'achat intensifié du blé par le Gouvernement pour l'exportation (achats qui à bref délai égalisèrent les prix et les relevèrent de plus de 150 %) et par la baisse forcée des produits industriels (en moyenne, de 25 %), on obtint entre les prix une proportion qui rendit possible la réalisation et le placement des produits industriels sur le marché paysan, et déjà dès le mois de février nos Bourses du Travail constataient une animation du marché et un élargissement de la circulation des marchandises, sans exemple même dans les mois les plus favorables d'avant la crise.

A partir de janvier-février de l'année courante, nous avons une situation beaucoup plus favorable à l'agriculture que ne l'avait espéré notre commission nationale du plan, lorsque se manifestèrent les premiers symptômes de la crise.

La cause des crises

A la base de la crise d'automne se trouvait le désaccord, la disproportion entre le développement de l'agriculture et de l'industrie. L'écart des prix dont j'ai parlé fournit un symptôme frappant de ce désaccord entre le développement respectif de l'agriculture et de l'industrie, dû au niveau inférieur de notre industrie.

Au moment de notre discussion du parti russe, l'opposition rendit la majorité du Comité Central et le Gouvernement responsables de cette disproportion. Elle prétendait que cette disproportion était due à ce que nous n'avions pas appliqué assez vigoureusement le « plan » dans notre activité économique. Je rappelle cet argument de l'opposition pour souligner que ce n'est pas notre faute, mais notre malheur, et que cette disproportion n'est pas due à l'absence de plan, mais à l'anarchie de l'économie capitaliste, dont nous n'avons pas encore pu nous débarrasser pendant ces cinq années.

Ce désaccord entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie n'a pas été créé par

nous. Il a sa racine dans l'histoire ; quand la classe ouvrière et l'industrie auront conquis une situation prépondérante dans l'économie du pays, en d'autres termes quand elles auront la première place qui appartient à l'heure actuelle à l'agriculture avec ses 100 millions de population, alors nous n'aurons plus besoin de la nouvelle politique économique et la Nep appartiendra au passé.

Bien comprendre cela, c'est comprendre le rôle fondamental de la nouvelle politique économique, c'est-à-dire de l'époque de transition. Dans nos objectifs de l'époque de transition du capitalisme à la société socialiste dans les conditions particulières où nous sommes, rentrent précisément l'accroissement de la classe ouvrière en nombre, en organisation et en conscience, le perfectionnement de ses capacités d'organisation et le développement de l'industrie. Ce processus entraînera une diminution progressive de la disproportion entre l'agriculture et l'industrie.

Ce qu'il y a de plus caractéristique, c'est que nous avons hérité du passé russe précisément la plus grande disproportion qu'on puisse trouver dans n'importe quel pays d'Europe ; 100 millions de paysans en face de 30 millions de population urbaine. Là se trouve la source des crises.

Le marché

Le danger des crises est aggravé par l'organisation insuffisante de notre marché et par les obstacles qui s'opposent à cette organisation. Le communisme de guerre ne nous a légué aucun système d'organes commerciaux, nos relations avec la paysannerie reposant sur l'impôt en nature et l'approvisionnement en nature. Nous sommes entrés dans la nouvelle politique économique avec une industrie nationalisée, avec des transports nationalisés, mais sans aucune organisation du commerce. Sous le nouveau régime, il a fallu créer de toutes pièces l'appareil commercial et le marché. L'Etat ne pouvait avoir ni les hommes ni les moyens pour organiser d'un seul coup le commerce au sein d'une population de 130 millions. C'est pourquoi sur le marché, les organes gouvernementaux ont seulement pu s'emparer — jusqu'à présent — à peu près de tout le commerce de gros, de la moitié du commerce de demi-gros ; mais le commerce de détail était l'autonome dernier entre les mains du commerçant privé et du capitalisme privé dans une proportion de 85 %. La disproportion entre l'agriculture et l'industrie, avec un marché non organisé et le rôle prépondérant du capital privé dans le commerce de détail, peut naturellement engendrer toute sorte de crises.

Le Comité Central, les conférences et le dernier Congrès National du Parti ont reconnu que dans la phase présente de la nouvelle politique économique la question principale était celle de l'organisation du marché et du commerce.

Nos efforts, pendant les deux premières années de la nouvelle politique économique furent principalement consacrés à la restauration de l'agriculture et de l'industrie, et nous avons remporté là des succès importants ; maintenant, vers la fin de cette troisième année, nous devons penser surtout à organiser le commerce et la circulation.

Sur ce terrain, en dehors de celle que j'ai déjà indiquée et qui consiste dans la faible organisation et dans la faible préparation de nos organes commerciaux pour la conquête du commerce, nous nous heurtons encore à d'autres difficultés découlant de la nature même des relations commerciales. Les relations commerciales mettent en contact deux éléments tout à fait différents de notre vie écono-

mique. L'un est l'organisme commercial d'Etat avec son organisation compliquée, avec sa comptabilité, avec son initiative fatalement limitée par les règlements, avec l'envergure relativement considérable de ses opérations imposant nécessairement une certaine analyse préliminaire des conditions du marché, en un mot le capitalisme d'Etat avec les méthodes qui lui sont propres; l'autre, c'est le consommateur disséminé, non organisé et ne se prêtant pas, jusqu'à présent à une évaluation même relative de ses besoins et de ses demandes. Cela s'applique en premier lieu aux paysans.

La coopération

L'organisation du marché doit s'effectuer principalement, en ce qui concerne les consommateurs, par le développement de la coopération. C'est pourquoi le mouvement coopératif sous la dictature ouvrière acquiert une toute autre importance que dans la société capitaliste. Au moyen de la coopération, on ne saurait changer le régime capitaliste ni renverser la bourgeoisie, mais après la conquête du pouvoir par le prolétariat, la coopération prend l'importance d'un facteur de tout premier ordre pour la reconstruction socialiste de la société. C'est pourquoi les questions coopératives sont maintenant posées par le Parti en tant que questions essentielles de la construction socialiste. Seule, la coopération nous permet, en règle générale, d'organiser les petits producteurs et les consommateurs, d'organiser les paysans et de les lier à l'industrie d'Etat. Les premiers succès de notre politique économique ont pour condition préalable le succès de notre campagne pour la coopération.

La coopération et le capital privé

Pourquoi cette question est-elle si importante pour nous à l'heure actuelle? C'est parce que dans le domaine de la circulation des marchandises et du commerce, nous avons le gros noyau du capital privé et, là seulement, il peut rapidement se développer. Dans la situation actuelle, la circulation, qui est complètement libre, est la sphère où le capital privé peut le plus facilement s'organiser, s'enraciner, se consolider et faire sentir son influence non seulement économique, mais encore politique.

Dans la chaîne des rapports commerciaux entre le petit producteur rural disséminé et la grande industrie organisée, peut se glisser l'intermédiaire privé, le capitaliste privé, surtout si la coopération n'est pas suffisamment développée. Profitant alors de l'organisation insuffisante du marché, l'intermédiaire ou le capitaliste privé peut s'emparer de la position dominante d'abord dans la sphère du commerce de détail et ensuite plus loin. Le seul moyen d'éviter la dictature de l'intermédiaire et du capitaliste particulier dans le commerce de détail est l'organisation des consommateurs en coopératives les mettant directement en rapport avec le commerce d'Etat. Ces coopératives ne pourront naturellement conquérir une place prédominante que si elles arrivent à vendre meilleur à meilleur marché. Les progrès de la coopération et du commerce d'Etat indiqueront l'accroissement de l'élément socialiste contre l'élément bourgeois sur le seul secteur de notre front économique, où le capital privé peut être pour nous une menace.

Le Parti a pris pour mot d'ordre l'organisation du marché de façon à donner aux organes gouvernementaux et à la coopération la haute main tant sur le commerce de détail que sur le commerce de gros.

L'organisation du commerce n'est pas la condamnation de la Nep

On a vu, dans ces directives du Parti, une intention d'abandonner la Nep. Du moins, elles ont été ainsi interprétées par les Nepmans (les commerçants privés) et par ceux qui les soutiennent. J'ai rencontré cette explication dans les organes de la presse menchéviste et socialiste-révolutionnaire. Ils se figurent que, lorsque nous avons introduit la nouvelle politique économique, nous voulions garantir aux capitalistes privés l'hégémonie pleine et entière du marché. C'est un malentendu, car on ne saurait trouver cela dans aucune de nos résolutions. Mais, d'un autre côté, nous n'avons pas non plus mis à l'ordre du jour la liquidation du capital privé dans le commerce.

Notre politique tend à renforcer la coopération et le commerce gouvernemental, afin de les mettre en mesure de devenir les maîtres du marché et du commerce. Nous devons arriver à ce but à tout prix. Si les principales positions économiques dans l'industrie et les transports se trouvent entre nos mains, nous ne pouvons pas admettre que les relations entre l'industrie d'Etat, c'est-à-dire la classe ouvrière, et l'agriculture, c'est-à-dire la classe paysanne, se trouvent en grande partie aux mains des capitalistes privés.

C'est pourquoi, dans la période prochaine, nous consacrerons le plus d'attention possible au développement du commerce d'Etat et à la coopération, c'est-à-dire à l'organisation du marché. Cet accroissement de la coopération et du commerce d'Etat ne doit pas se produire par voie administrative et à l'aide de mesures directes contre le capital privé, mais par le jeu du développement économique et de la concurrence. C'est au moyen de la concurrence que notre coopération et notre commerce d'Etat doivent conquérir la première place sur le marché. Nous n'avons nullement l'intention de prendre aucune mesure administrative ou disciplinaire contre le commerçant privé, mais nous prenons toutes les mesures économiques pour aider et faciliter le développement de notre commerce d'Etat et de notre coopération tant du côté de l'industrie que du côté financier et fiscal. Nous avons toujours accordé et accordons encore aux questions de commerce une si haute importance que, sur la décision du Parti, nous organisons, à l'heure actuelle, un Commissariat du Commerce intérieur dans les attributions duquel entrent l'organisation du marché, l'étude du marché, le soutien et l'encouragement par tous les moyens possibles de notre commerce coopératif et d'Etat.

Les finances

Je passe maintenant à la dernière question caractérisant notre activité économique et notre politique économique, les finances. A ce propos, je dois de nouveau me référer à mes entretiens avec quelques délégués de l'I. C. Je leur disais que la discussion était close et que les dernières décisions unanimes de la Conférence du Parti et du Congrès ne laissaient aucun motif pour remettre la question sur le tapis. Ils me répondirent : la discussion n'est finie qu'en apparence, mais en réalité, elle n'est qu'ajournée jusqu'au moment où il y aura un déficit dans votre budget, ce qui engendrera des difficultés financières. Ce sera peut-être cet automne ou au commencement de l'année prochaine. On peut attendre alors une renaissance de l'opposition.

Je pense que poser la question ainsi est faux. On ne peut pas traiter l'opposition au sein de notre

Parti comme on traite l'opposition au sein d'un Parlement; on n'a pas le droit de penser qu'elle attend seulement une aggravation de la situation politique ou économique du pays pour frapper le Comité Central et la majorité écrasante du Parti qui le soutient d'autant plus que partout l'opposition travaille avec nous non seulement en qualité de simples militants, mais aussi dans les postes dirigeants. Etre aux aguets, attendre l'aggravation de la situation du pays et du Parti, c'est là le fait des ennemis du régime soviétiste et du communisme, et non de notre opposition à l'intérieur du Parti communiste.

Mais, indépendamment de cette question, ces conversations au sujet du déficit qui peut se montrer dans notre budget à la fin de cette année ou au commencement de l'année prochaine, sont engendrées par une ignorance complète de la situation financière de l'Union des Républiques soviétistes. Le déficit de cette année a déjà été comblé, c'est déjà de l'histoire ancienne, et le budget des trois mois prochains, les derniers de l'année budgétaire, a été équilibré sans avoir recours à aucune émission. (*Applaudissements.*) Les espérances des ennemis de la Russie Soviétiste, que certaines complications pourraient créer de nouveau un terrain favorable à « discussion », sont ajournées à une époque lointaine. La situation financière reflète excellemment l'économie politique de la République; c'est un miroir et une preuve de la justesse de notre politique économique.

La réforme financière

Le fait le plus important de notre politique financière, c'est la réforme monétaire que nous avons exécutée il y a trois mois et qui vient de s'achever. S'il n'y avait aucune statistique sur aucune question et si l'écrivain futur, par exemple, dans trois ou quatre cents ans, n'avait à sa disposition qu'un seul document, celui par lequel en 1924 au mois de juin, l'Union des Républiques Soviétistes socialistes termine la réforme monétaire, il serait obligé par ce document de conclure que, dans cette période, nous avons joui d'une période de prospérité et de grand essor économique. (*Applaudissements.*) Il est complètement impossible qu'un pays économiquement en décadence et en ruines, qu'un pays en régression, puisse opérer la réforme monétaire comme nous l'avons fait.

Comme je parle devant l'I. C., devant des camarades qui ont connu toutes sortes de monnaies, j'estime qu'ils sont assez au courant de l'importance que présente l'introduction d'une monnaie stable au lieu d'une monnaie dépréciable. L'ancienne monnaie soviétiste nous a rendu de grands et précieux services. Elle a servi pendant la révolution et la guerre civile. Nous l'avons rejetée quand elle ne pouvait plus être d'aucune utilité et nous sommes passés à la monnaie stable. La réforme monétaire jouit de l'appui unanime de toutes les catégories de la population. Je vous ai déjà montré que la classe ouvrière et ses organisations syndicales dans leur politique des salaires partent de ceci qu'il faut avant tout maintenir la monnaie stable. Le paysan qui avait souffert, plus que toutes les autres classes, de la dépréciation de l'ancienne monnaie, soutient également la réforme.

Pour les classes laborieuses de la population et en premier lieu pour les paysans, la domination de la puissance d'achat du papier prenait la forme d'un impôt véritable et très lourd. J'ai demandé au Commissariat des Finances combien d'Etat avait perdu

l'année dernière, rien que pendant le temps nécessaire au transport de l'argent perçu dans les caisses. On m'a répondu que les pertes de l'Etat atteignaient environ 100 millions de roubles. La perte subie par les classes laborieuses de la population du fait de la dépréciation du papier était naturellement encore beaucoup plus élevée. Chaque paysan, chaque ouvrier étaient lésés quotidiennement par la baisse de leurs roubles dès qu'il leur restait entre les mains une somme si minime qu'elle fût. L'ouvrier perdait à chaque jour de retard dans le paiement de son salaire. Il n'y avait aucune possibilité d'amasser; l'argent, comme un charbon ardent, brûlait la main et chacun s'efforçait de s'en débarrasser le plus vite. Lorsqu'on m'apportait des bilans où étaient additionnés les roubles-papier pour toute une année, je me disais qu'additionner ces roubles du 1^{er} janvier au 31 décembre, revenait à peu près à additionner des livres sterling avec des pfennig. De tels bilans ne donnaient aucune idée de la situation financière d'une entreprise. Dans la période du plus grand écart des « ciseaux », la cherté des prix, entre autres causes, était provoquée par ce fait que, dans le prix des marchandises, on comprenait encore la garantie de la perte éventuelle sur le cours de l'argent. Cette assurance contre la chute du papier soviétique, dont il était d'ailleurs impossible de prévoir la gravité, ne laissait aucune possibilité d'établir où finissaient le prix normal et le profit normal et où commençait la spéculation. Tout cela désorganisaient au plus haut degré le marché et réduisait à néant nos efforts pour porter un peu d'ordre dans la politique des prix et dans la circulation des marchandises.

Il devenait impossible de calculer le prix de revient de prévoir les dépenses; il était impossible d'établir un budget, et c'est ainsi que s'écroulait à l'avance toute base pour l'application pratique, pour le développement et pour la consolidation dans notre économie de l'esprit de suite, de la comptabilité et du contrôle. On ne peut pas se figurer plus grande calamité que cette monnaie dépréciable, surtout dans la dernière phase de sa chute, et il n'y a pas de conquête plus précieuse dans notre économie que cette réforme monétaire que nous avons terminée à l'heure actuelle.

La monnaie stable et le plan

Grâce à la réforme monétaire, il nous a été possible pour la première fois de baser notre économie sur un plan et d'établir une comptabilité dans les usines, dans les trusts, etc... La réforme monétaire nous a donné la possibilité d'établir un plan et de diriger vraiment notre économie.

La réforme a eu sa répercussion sur l'une des principales parties de notre plan économique, sur le budget. Il fallait, pour l'opérer, de grandes restrictions tant dans les dépenses que dans les recours à l'émission. Il fallait ramener nos dépenses au niveau des ressources réelles à percevoir sous forme d'impôts, sous forme de revenus non fiscaux et par la mise en circulation de monnaie métallique et opérations de crédit.

Nous terminons l'exercice 1923-24 avec un déficit beaucoup moindre que celui de l'année dernière, bien que notre budget se soit augmenté cette année de plus de 400 millions de roubles. Le budget de l'année dernière n'était que de 1.335 millions de roubles, tandis que le budget de cette année s'élève à 1.765 millions de roubles ce qui donne une augmentation de plus de 30 %.

Pour combler le déficit de l'année dernière, nous avons eu recours à des émissions de papier-monnaie pour une somme de 380 millions de roubles, tandis que cette année, nous n'avons recours aux émissions que pour une somme de 170 millions. Ainsi, pendant cette année, malgré l'augmentation du budget, l'émission a été réduite de moitié.

Les derniers mois de l'année budgétaire courante doivent être équilibrés sans aucune émission. Le budget du prochain exercice 1924-25 prévoit un total de 2.100 millions de roubles, et nous nous proposons de nous passer complètement d'émissions ou d'y recourir moins encore que cette année.

Je termine là mon exposé de notre situation financière. Il prouve que le pays, à l'heure actuelle, est entré dans une ère de consolidation progressive.

Telle est la situation dans les principaux domaines de notre vie économique. Peut-on dire que cette situation est absolument satisfaisante? Je ne dirai pas cela. Je pense qu'il ne faut pas comparer ce que nous avons maintenant avec ce qui existait autrefois, mais avec les problèmes grandioses dont la solution nous incombe. Or, ces problèmes de construction socialiste ne peuvent être complètement et parfaitement résolus qu'à condition de réaliser, dans tous les domaines de la vie économique et culturelle, de bien plus grands progrès que ceux que nous avons pu faire jusqu'à présent. Nous ne faisons encore que nous approcher, qu'aborder la réalisation de nos tâches essentielles et probablement nous enrons seulement dans la première phase de la construction socialiste.

J'estime absolument nécessaire de souligner que tous les progrès qui ont été réalisés dans les différentes branches d'activité ne sont que préliminaires. Il est absolument nécessaire que tous les membres du Parti se rendent exactement et clairement compte de ce fait, tant dans l'intérêt de l'Union elle-même, que dans celui de tout le mouvement ouvrier international.

Formons des organisateurs ouvriers

Organiser une économie socialiste dans un des pays les plus en retard et les moins cultivés, sans aucun soutien et sans aucune aide des puissances riches, voilà une tâche extraordinairement compliquée. Nous croyons que, en général, nous dirigeons comme il faut la politique économique, mais nous ne doutons pas non plus que notre application pratique ne soit entachée de beaucoup d'imperfections et de fautes. Au IV^e Congrès de l'I. C., Vladimir Ilitch a consacré une partie de son discours à nous prêcher l'instruction. Nous nous instruisons, disait-il, par les fautes que nous faisons chaque jour. Nous n'avons aucune expérience en matière d'administration gouvernementale. Jamais, dans l'histoire, personne n'avait encore poursuivi la solution de problèmes ni exécuté des travaux comme ceux qui s'imposent au Parti Communiste russe. Nous nous instruisons à nos risques et périls. Et, à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas encore dire que nous ayons traversé le premier cycle d'enseignement préparatoire. La formation de la classe ouvrière, sa préparation à assumer la direction du premier pays socialiste du monde, se poursuivent par des expériences concrètes, dans la réalisation de telle et telle mesure particulière, en essayant de lier ensemble les différentes parties de notre économie...

C'est pourquoi l'une des principales tâches du Parti consiste à rechercher de nouveaux talents d'organisation au sein de la classe ouvrière, d'hommes pour lesquels l'organisation de la société socialiste soit comme leur affaire personnelle, et qui

aient une compréhension adéquate de tous les problèmes que la société soviétique et le Parti sont appelés à résoudre !

L'un de nos principaux instruments de travail est l'appareil soviétique. Il comprend des centaines de milliers d'employés, dont l'écrasante majorité ont acquis leurs habitudes dans l'ancien régime. Ils ont conservé ces habitudes. Demeurant le plus souvent complètement neutres à l'égard des problèmes vitaux du Parti et de la classe ouvrière, ils ne peuvent apporter au travail cet enthousiasme et cette conscience qui sont nécessaires à l'exécution rapide des tâches proposées par le Parti. Des déformations petites-bourgeoises, des déviations bureaucratiques sont donc inévitables dans le fonctionnement de l'administration soviétique.

C'est pour changer et perfectionner cet appareil que le Parti a réorganisé la Commission Centrale de contrôle. Redresser l'administration, mettre des ouvriers d'usines au courant de son fonctionnement, former de nouveaux militants ayant acquis dans les commissions de contrôle l'expérience de l'organisation et de la direction, voilà l'une des principales missions de la nouvelle Commission Centrale de contrôle et de ses organes

Afin de faire passer une quantité suffisante des membres du Parti par les commissions de contrôle, la composition de ces dernières a été considérablement élargie. La Commission Centrale avec ses organes provinciaux (dans 51 provinces) compte 800 membres, dont 70 % sont des ouvriers d'usines. Les commissions font participer à leurs organes auxiliaires une grande quantité d'ouvriers sans parti

La liaison avec les masses

Nous ne pouvons être garantis contre les difficultés politiques que si les organisations ouvrières participent avec nous à la construction politique et économique. Un rôle très important sous ce rapport appartient aux syndicats, qui, ayant comme le Parti pour but de veiller aux intérêts des ouvriers, doivent en même temps être une école de communisme et une école de construction économique. La discussion s'est ouverte au moment où le Comité Central venait constater que la liaison entre les organisations syndicales et les ouvriers, entre les organes du Parti et les ouvriers sans-parti laissait beaucoup à désirer. Dans certains cas, on constata une rupture avec la masse ouvrière. Ces phénomènes de rupture ne portaient pas un caractère général, mais il n'en est pas moins vrai que, dans certains domaines particuliers de notre activité, nous avons vu une rupture ou un danger de rupture. De même, on pouvait craindre l'éloignement des organes dirigeants du Parti (les comités de provinces et de « rayons ») de la masse des membres. Je répète que ces phénomènes ne portaient pas un caractère général, mais ils semblaient symptomatiques et par là-même dangereux. S'ils se répandaient et développaient, ils pouvaient entraîner une sérieuse maladie. Zinoviev et un certain nombre d'autres camarades les attribuèrent à l'apathie, à la routine et à un certain bureaucratisme.

La lutte contre l'apathie, la routine et le bureaucratisme dans le Parti

Le Comité Central et la Commission Centrale de Contrôle, pour lutter contre le mal, résolurent d'ouvrir une campagne en faveur de la démocratisation intérieure du Parti et adoptèrent à l'unanimité une résolution en conséquence. L'objet fondamental de

cette campagne était d'infuser une plus grande énergie et une plus grande souplesse à chaque cellule et à chaque membre du Parti.

Au nombre de ses principales tâches, chaque Parti ouvrier doit compter la direction des masses sans-parti et le maintien d'un contact immédiat et étroit avec elles. Chez nous, cette liaison est assurée par un grand nombre d'organisations soviétiques et syndicales, par de larges conférences d'ouvriers sans-parti, par des « conférences de production », par les assemblées générales d'ouvriers, par la création de cellules spéciales d'encouragement à un grand nombre de fonctions économiques par les organisations du Parti, par la participation des ouvriers sans-parti à nos organes de contrôle, etc.

Dans la période du communisme de guerre, alors que la ration se bornait souvent à une demi-livre de pain par jour, l'ouvrier devait tout naturellement s'inquiéter avant tout du pain et les questions de construction soviétique ou communiste ne pouvaient pas susciter autant d'intérêt qu'à l'heure actuelle. Dans la période de la guerre civile et du communisme de guerre, la tâche principale du Parti était la défense de la république et du pouvoir socialiste. L'élément coercitif jouait nécessairement un grand rôle.

La guerre terminée, la position de la classe ouvrière s'améliorera, son niveau de culture en même temps que son activité. Dans cette nouvelle atmosphère, beaucoup plus favorable à l'initiative de la classe ouvrière, les méthodes du communisme de guerre n'étaient plus à leur place, mais, grâce aux habitudes prises, elles continuèrent d'être appliquées ça et là. Il était nécessaire d'effacer ces dernières traces. C'est le but que poursuivait notre résolution sur la démocratie intérieure du Parti. Elle fut adoptée à l'unanimité. Elle ne souleva aucune objection. Après cela, on était en droit de croire que tous se mettraient à l'œuvre pour l'appliquer avec la même unanimité. Et c'est précisément lorsque nous commençâmes à vouloir la réaliser que se déclencha la discussion.

La discussion

La discussion commença dans tout le Parti de haut en bas, dans des proportions vraiment bolchéviques, et je pense inconnues en Europe. Il m'est arrivé personnellement de discuter une fois depuis six heures du soir jusqu'au lendemain matin dix heures. Le sujet principal de la discussion était les attaques contre le C. C. du Parti, en particulier l'accusation d'incapacité à diriger la politique économique et la politique intérieure du Parti. Au fur et à mesure surgirent toute une série de points nouveaux qui suscitérent des divergences dans le Parti. Avant cette discussion, nous, les membres du C. C., nous avions reçu toute une série de documents et à ce sujet je dirai que je ne connais pas aussi bien leur chronologie que le camarade Souvarine, ainsi que j'ai pu m'en convaincre par la préface qu'il a écrite pour l'édition française des articles de Trotsky. Certains de ses articles étaient regardés comme secrets et n'étaient connus que d'un nombre restreint des membres du Parti. Nous ne voulions pas les porter à la connaissance des ouvriers, mais le camarade Souvarine les a communiqués au monde entier dans son édition française. Dans ces documents, auxquels se réfère le camarade Souvarine, il est dit en certains endroits que le C. C. a conduit le pays au bord de l'abîme, que la politique du C. C. conduit le prolétariat des républiques soviétiques à un échec complet sur tout le front de la lutte prolétarienne, etc... Je ne pense pas qu'il

puisse y avoir des hommes politiques proférant de telles accusations contre l'organe dirigeant du Parti et qui ne demandent pas en même temps sa démission. Pour ma part, je dois dire que, s'il m'était donné de voir un C. C. plaçant le pays au bord de l'abîme, grâce à son aveuglement et à son incapacité, j'exigerais immédiatement sa démission et la convocation immédiate d'un Congrès.

De cette façon la discussion avait été précédée d'accusations sans exemple. Ces accusations étaient basées sur le prétendu danger d'une crise qui devait se développer dans l'économie nationale et dans le Parti ouvrier et qui n'a pas eu lieu. Et comme cette crise ne s'est pas produite, le sol s'est écroulé sous les pieds de l'opposition... En ce qui concerne ses prétentions essentielles, la discussion est donc liquidée.

Le Parti et son appareil

Lorsque nous commençâmes à réaliser la démocratie dans le Parti, l'opposition lança le mot d'ordre : Refondre tout l'appareil de Parti, le briser. On se mit à publier des articles et à prononcer des discours contre tout l'appareil du Parti qu'on représentait comme l'ennemi de toute démocratie intérieure.

Qu'est-ce que c'est que l'appareil du Parti ? C'est le Comité Central du P. C. R., ce sont les comités provinciaux, ce sont les comités régionaux, les secrétaires, etc..., tout ce qui contribue au fonctionnement du Parti. Refondre tout l'appareil, faire que ce ne soit plus lui qui commande le Parti, mais que ce soit le Parti qui lui commande, qu'est-ce que cela signifie ? Le Parti pendant les Congrès propose des résolutions, et, dans les limites de ces résolutions, c'est le C. C. qui a toujours « commandé » et « commandera » toujours. De même en ce qui concerne les Congrès provinciaux et les comités et tout le Parti.

Nous avons maintenant le V^e Congrès de l'I. C. Lorsqu'il se séparera, jusqu'au VI^e Congrès il sera remplacé par le C. E. de l'I. C. dans les limites fixées par les directives et par les décisions des Congrès. Dans ces limites, le Comité Exécutif de l'I. C. « commandera ».

Il n'est pas juste d'opposer le Parti à l'appareil et l'appareil au Parti. Le Parti est l'organisation des partisans d'une même doctrine, mais on ne saurait organiser les partisans d'une même doctrine sans des organes appropriés, et ces organes ne sont autre chose que l'appareil. Cette opposition de l'appareil au Parti et du Parti à l'appareil ne constitue nullement un mot d'ordre bolchévique ou léniniste ou marxiste, mais un mot d'ordre petit-bourgeois et anarchiste. Dans les conditions mêmes de notre lutte et de notre travail, ce mot d'ordre, cette nuance dans le Parti, prend une importance tout à fait exceptionnelle. Les camarades de l'I. C. doivent prendre en considération toute la complexité de la situation politique qui existe chez nous. Dans l'un de ses derniers articles, Lénine a attiré spécialement l'attention sur ce point et c'est pour ainsi dire son testament : en Russie, nous avons la dictature d'un prolétariat noyé numériquement dans une majorité d'éléments petits-bourgeois.

Nous avons une nouvelle politique économique, au sein de laquelle se développent parallèlement deux processus : 1^o l'accroissement des éléments socialistes dans l'économie et le commerce d'Etat, dans les progrès de la coopération, dans l'amélioration de l'organisation ouvrière, dans l'intensification de l'activité et de la conscience des travailleurs, dans l'accumulation de l'expérience adminis-

trative par la classe ouvrière et par le Parti, etc... ; 2° l'accroissement des éléments petits-bourgeois dans le commerce privé, dans la différenciation des villages, etc... Certaines catégories des membres du Parti ne peuvent pas ne pas sentir le contre-coup de cet état d'esprit qui se rencontre dans certaines classes et dans certaines couches de la population. Notre Parti est dirigeant, il gouverne *au moyen* de l'appareil administratif tout en le contrôlant. Mais cet appareil est composé de plusieurs centaines de milliers d'employés ayant une idéologie étrangère à la nôtre et il exerce une certaine pression et une certaine influence sur notre Parti. Nos militants de l'appareil économique, de par la nature même de leur activité, se trouvent en contact perpétuel avec les éléments bourgeois de la nouvelle politique économique. Nous ne pouvons naturellement nous porter garants que l'idéologie bourgeoise ne contaminera jamais quelques-uns. Tout cela favorise la naissance au sein du Parti de toutes sortes de déviations petites-bourgeoises, échos du processus qui se développe dans le pays tout entier.

Le Parti et les groupements

Ces attaques en bloc de l'opposition contre l'appareil du Parti, cette opposition de l'appareil au Parti se ramenaient en somme à un relâchement de la discipline. Or, notre Parti ne peut se maintenir au pouvoir que s'il reste absolument compact et indivisible. La dictature de la classe ouvrière dans l'Union des R. S. S. repose sur l'alliance avec les paysans. Cette alliance à son tour repose sur l'unité du Parti. Nous avons encore toutes sortes de formes économiques et par conséquent d'intérêts matériels et de tendances politiques. Si des fractions et des groupements surgissent à l'intérieur du Parti, ils deviendront par une fatalité inéluctable des centres d'attraction pour les tendances bourgeoises. La discussion nous en a offert un exemple frappant. L'opposition qui s'est organisée pendant la discussion et qui a conduit la lutte contre la majorité du C. C. est devenue le centre d'attraction de ces forces hostiles. C'est ce qui s'est produit et devait fatalement se produire, indépendamment de la volonté personnelle des chefs de l'opposition. Les forces hostiles au Parti Communiste, tant à l'intérieur du pays qu'au-delà de ses frontières, mirent toutes leurs espérances dans cette opposition. La discussion ramena l'activité et ressuscita les espérances de toutes les forces hostiles, qui se concentrèrent autour du mot d'ordre de la démocratie bourgeoise et de la démocratie pour tous. Notre Parti a besoin d'une discipline de fer et tout discrédit jeté sur l'appareil, c'est-à-dire sur les comités provinciaux sur le C. C., sur tout ce qui assure l'unité, est une faute contre la discipline, contre l'unité, contre cette unité monolithique qui est absolument nécessaire au Parti Communiste.

Les anciens et les jeunes

Un deuxième dissentiment important éclata sur la question des anciens et des jeunes. Il existe chez nous une expression particulière, « la vieille garde » ; nous entendons par là que les membres du Parti qui ont reçu le baptême du feu, qui se sont faits bolchéviks dans la période illégale du Parti et qui parfois comptent une ancienneté de plusieurs dizaines d'années de travail révolutionnaire. Au moment de la discussion entre la majorité du C. C. et l'opposition, Trotsky exprima dans un article l'opinion que la jeunesse était le meilleur baromètre, la meilleure expression de l'état d'esprit du

Parti et de la classe ouvrière ; en ce qui concerne la vieille garde, l'histoire connaissait des cas où elle avait dégénéré. Par exemple, la direction du Parti allemand a dégénéré en un Parti bourgeois et s'est éloignée des ouvriers et de la révolution. Il n'était pas dit que la même dégénérescence pouvait nous arriver, mais tout le monde a vu dans cet exemple une allusion subtile à cette possibilité. Naturellement la vieille garde ne pouvait laisser passer ces attaques qui constituaient non seulement une manœuvre stratégique, mais aussi une faute politique. Il était faux de prétendre que la jeunesse étudiant dans les établissements d'instruction supérieure soit le meilleur baromètre de l'état d'esprit de la classe ouvrière et le meilleur critérium de l'activité du Parti. L'opposition tablait sur la jeunesse simplement parce que toute une série de cellules communistes des établissements d'instruction supérieure la soutenaient. Sans cela je ne pense pas que la question des anciens et des jeunes aurait surgi. Mais, quoi qu'il en soit, le mot d'ordre fut lancé. Il est absolument erroné, parce que pour le Parti le principal baromètre de l'état d'esprit politique, le seul véritable critérium de l'exactitude de sa politique, la seule base inébranlable est la classe ouvrière, les ouvriers d'usines, et nous n'admettons aucune exception sur ce chapitre. La jeunesse des établissements d'instruction supérieure comprend ceux qui ont quitté l'usine, qui ont déjà brisé avec la production et la classe ouvrière et qui se transfèrent en intellectuels rouges. Mais même lorsque chez nous tous les intellectuels seront rouges et communistes, même alors le Parti aura sa base fondamentale de classe dans l'ouvrier d'usine et non dans l'intellectuel. (*Applaudissements.*)

Dans notre vieille garde nous n'avons d'ailleurs rien qui puisse ressembler à Scheidemann. Cette vieille garde, durant plusieurs dizaines d'années, a porté le poids de la lutte avec le capitalisme, avec le tsarisme et a créé l'organisation du Parti bolchévik léniniste. (*Applaudissements.*) Admettre maintenant que notre vieille garde peut dégénérer comme cela et en arriver là où est la social-démocratie allemande, c'est une faute politique. Si la majorité du Parti s'était mise du côté de l'opposition, cette faute aurait ouvert une brèche dangereuse entre les anciens et les jeunes. Nous n'avons chez nous aucune concurrence entre les anciens et les jeunes. Au contraire, les anciens attendent avec impatience d'être relevés, car nos rangs fondent et il nous est déjà difficile de les compléter.

La faute capitale de l'opposition

La faute capitale commise à mon avis par l'opposition consiste à avoir toujours et partout affirmé que nous exagérons le danger de scission dans le Parti. Une partie de l'opposition soutint même la nécessité de permettre les fractions et les groupements et l'autre réclamait la liberté des « groupements ». Mais la différence entre une fraction et un groupement est à peu près celle qui existe entre un pionnier et un jeune pionnier. Cette attitude était justifiée par l'absence prétendue de danger pour l'unité du Parti et pour son hégémonie politique. Et voilà ce qui était erroné et dangereux.

Dans les conditions politiques de notre pays, avec le rapport existant entre la classe ouvrière et la classe paysanne, en présence de la formation de différentes couches bourgeoises sur la base de la nouvelle politique économique, de la différenciation de la population paysanne et de l'accroissement du groupe des paysans aisés, dans cet ensemble de faits

git la possibilité de groupements politiques variés influant sur notre Parti. A cela, il faut ajouter l'influence bourgeoise venant de l'étranger, car notre Etat est dans le monde entier le seul exemple de dictature de la classe ouvrière. Le Parti Communiste dans l'Union des R. S. S. est non seulement le Parti dirigeant, mais le seul grand Parti légal. Il agit dans un pays qui est peut-être plus riche en influences petites-bourgeoises que la plupart des pays d'Occident; ces influences doivent nécessairement avoir un écho dans certains groupes de notre parti. Les conditions au milieu desquelles se déroule l'activité du Parti recèlent des possibilités de scission. C'est pourquoi le Congrès du Parti a interdit spécialement la formation de toute fraction afin d'assurer l'unité du Parti.

Nous remarquons une conception petite-bourgeoise à représenter notre Parti Communiste, le Parti bolchévique-léniniste, comme composé d'un nombre illimité de groupements, le C. C. du Parti et la politique du Parti n'apparaissant plus comme un trait-d'union entre certaines associations dans le Parti lui-même. C'est ouvrir les portes non pas seulement au relâchement de l'unité et de la discipline, mais c'est ouvrir la porte à la formation éventuelle et à l'existence légale au sein du Parti de toute une série de groupes qui ne seraient en définitive que le résultat d'influences petites-bourgeoises.

Les anciennes discussions et la dernière discussion

L'opposition à laquelle nous avons eu affaire a un caractère particulier. Du temps de Vladimir Illitch, nous avons eu trois discussions, sur les syndicats, sur le centralisme démocratique et sur l'opposition ouvrière. Chacune de ces oppositions a été condamnée par le Parti et par Vladimir Illitch lui-même comme petite-bourgeoise. L'opposition ouvrière a été condamnée en tant que déviation anarchiste et syndicaliste. Dans la dernière discussion nous avons eu en face de nous le bloc unifié des restes de ces diverses oppositions. Dans les signatures des documents que nous avons reçus, dans les listes des rapporteurs qui ont rapporté contre le C. C., vous retrouverez les chefs de la vieille opposition du centralisme démocratique, condamnée à cause de son caractère petit-bourgeois, les partisans de l'opposition de Trotsky dans la question des syndicats et enfin les représentants de l'opposition ouvrière.

Pour la première fois, la majorité du C. C. s'est trouvée en face de toutes ces forces réunies pour une attaque générale contre le groupe principal du Parti, contre cette politique qu'il a menée pendant la maladie du camarade Lénine, conformément à l'esprit de ce dernier. Pour la première fois dans l'histoire de notre Parti, toute l'opposition s'est fondue en un seul bloc et pour la première fois cette opposition unifiée n'a pas reçue une seule voix dans le plus grand Congrès de l'histoire de notre Parti. (*Applaudissements.*)

La défaite de l'opposition

Avant l'avant-dernier Congrès, certains membres de l'opposition prétendirent que nos Congrès et nos Conférences se passaient sous une telle pression que toutes les voix discordantes étaient étouffées. Mais au temps où Lénine luttait personnellement contre Sapronov et Trotsky, il exerçait une pression encore bien plus forte que la nôtre par son autorité et son énergie. Nous n'avons pas l'autorité dont jouissait le camarade Lénine et c'est peut-être ce qui explique que les différents éléments de l'opposition se sont réunis. Les élections elles-mêmes ont eu lieu dans des conditions qui favorisaient tout particuliè-

rement l'expression de toutes les opinions dans le Parti. Nous avons eu le Congrès le plus nombreux de l'histoire de notre Parti, puisque les proportions de la représentation avaient été doublées. Les élections ont eu lieu quelques mois après la discussion, lorsque toutes les questions litigieuses avaient été mises en lumière dans la presse et dans les réunions. Chaque membre du Parti jouissait d'une liberté d'examen au moins aussi grande que celle dont a disposé Radek au V^e Congrès de l'I. C. Ces élections ont eu lieu après l'adoption de la résolution sur la démocratie dans le Parti, dans laquelle il est dit que tous ceux qui tenteraient de fermer la bouche à un camarade pendant l'examen des questions dans les cellules seraient passibles de poursuites devant le tribunal du Parti. Nous n'avons reçu aucune plainte de ce genre. Or, l'opposition n'a pas reçu une seule voix, et le Congrès a adopté à l'unanimité la résolution blâmant l'opposition comme entachée de déviations petites-bourgeoises. (*Applaudissements.*)

L'unité monolithique, la discipline et la possession de soi-même avant tout

Le facteur le plus grave et le plus dangereux qui nous avait contraints à présenter à la Conférence qui précéda le Congrès la résolution qu'on connaît, c'est que l'opposition avait concentré autour d'elle toutes les forces petites-bourgeoises du Parti et hors du Parti. Dans sa situation à l'intérieur et aussi en vertu de son rôle international, nous avons estimé que notre Parti devait se distinguer par la discipline et par sa fermeté devant tous les autres partis communistes étrangers. C'est pourquoi le Congrès national qui s'est tenu dernièrement a non seulement approuvé l'interdiction de toute fraction, déjà prononcée par les Congrès antérieurs, mais a encore décidé d'approuver et de publier la résolution prise par le X^e Congrès sur la proposition de Lénine, parlant de l'exclusion des membres du C. C. ou du personnel du C. C., soit même du Parti pour tendances fractionnelles. (*Applaudissements.*) Cette résolution fut rédigée par Lénine. Sur sa proposition elle fut tenue secrète, c'est-à-dire qu'elle ne fut pas publiée. Mais après la mort de Lénine, privé de son autorité et de la plus grande force qui pouvait maintenir l'unité de notre Parti, le Congrès estima nécessaire d'approuver à nouveau cette résolution et de la publier. Cette mesure fut adoptée à l'unanimité.

C'est ainsi que le parti de Lénine sortit de la discussion qui se déroula l'automne et l'hiver derniers. La défaite complète de l'opposition a été achevée par ce fait que ses prédictions au sujet de la crise économique imminente dans le pays et dans le Parti ne se sont pas réalisées, et je pense que l'I. C. s'associera à mes vœux pour qu'à l'avenir toutes les prédictions de ce genre tournent à la confusion de leurs auteurs comme celles de l'opposition l'hiver dernier. (*Applaudissements.*)

Après le rapport de Rykov, les représentants des cellules communistes des grandes usines de Moscou prennent la parole pour saluer le Congrès et pour lui faire connaître l'attitude des communistes de Moscou dans la discussion du Parti. Tous les orateurs déclarent que la classe ouvrière de Moscou a soutenu résolument la résolution du XIII^e Congrès et qu'elle repousse les déviations petites-bourgeoises de l'opposition.

Kolarov répond au nom du Congrès; il exprime aux ouvriers et aux ouvrières de Moscou les remerciements du Congrès et promet que le Congrès fera tout pour mener le prolétariat à la victoire.

Rapport de Thalheimer sur le programme de l'Internationale Communiste

(Séance du 28 juin 1924)

Camarades, Boukharine vous l'a déjà dit, ma tâche ne consistera pas à faire un contre-rapport, mais à compléter son rapport en profitant des débats qui ont eu lieu. Sur tous les points essentiels, nous avons pu arriver au plus parfait accord. Je vous informerai brièvement sur les questions litigieuses qui ont joué un rôle au 4^e Congrès.

La première question discutée fut celle de l'*accumulation*, c'est-à-dire la *théorie de Rosa Luxembour* sur l'accumulation du capital. Nous nous sommes entendus de l'écartier du texte du programme et de formuler ce dernier, de sorte qu'il ne touche pas à ces divergences théoriques. Nous ne l'avons pas fait pour un intérêt de camaraderie, mais parce qu'une discussion théorique doit être mûrie avant d'être conclue. En outre, nous nous sommes laissé guider par la considération que nous deux, Boukharine et moi, occupons une position différente par rapport à l'explication que Kautsky donne de l'impérialisme. Voilà pourquoi ce n'était pas la peine de régler ces divergences théoriques dans le programme même.

Les revendications partielles

La deuxième question, peut-être la plus importante, qui ait été touchée au dernier congrès, était celle des revendications transitoires et des mots d'ordre partiels, à savoir si ces revendications et ces mots d'ordre doivent faire partie du programme général de l'Internationale, ou non. Cette question a déjà été résolue par les décisions du 4^e Congrès mondial, d'après lesquelles la nécessité des revendications transitoires et des mots d'ordre partiels doit être inscrite dans le programme général, tandis que le développement de ces revendications transitoires et de ces mots d'ordre partiels concrets doit figurer dans les programmes nationaux. Il est généralement connu que Lénine a eu une part décisive à ces décisions ; il n'y a pas lieu de les changer.

Qu'a dit Lénine en 1917 et l'année dernière en faveur des mots d'ordre partiels et des revendications transitoires ? Il dit que ces mots d'ordre et ces revendications seront nécessaires tant que la bourgeoisie ne sera pas vaincue et la dictature du prolétariat établie et consolidée.

Depuis le dernier Congrès, rien de tel ne s'est encore produit. La bourgeoisie n'est pas vaincue et nous ne voyons donc pas de raison pour rayer de notre programme les mots d'ordre transitoires et les revendications partielles.

Mes explications se berneront principalement aux débats qui ont eu lieu jusqu'ici au sein de la Commission du programme. Je ne m'étendrai pas sur tous les détails ; je ne rapporterai que sur les points qui peuvent servir à éclaircir la discussion actuelle et faciliter la discussion future.

Je suivrai l'ordre chronologique dans lequel ces points ont été traités par la commission.

La Nep et le communisme de guerre

Le premier point, développé en détail par Boukharine est la question des formes de transition du capitalisme au socialisme, de la *Nep* et du communisme de guerre, autant qu'ils ont une importance générale. Au sujet de la *Nep* et de la question à savoir si elle aura une importance au delà de la Russie pour les autres pays comme préparation au socialisme, il n'y a pas de divergence d'opinion dans la commission ; nous étions tous d'accord avec Boukharine. Cependant, une discussion intéressante s'est engagée au sujet du communisme de guerre, du rôle qu'il aura à jouer en d'autres pays, s'il en aura un à jouer et dans quelle mesure. La question discutée était celle-ci : le communisme de guerre, en tant qu'étape précédant généralement la *Nep*, est-il nécessaire oui ou non ?

La seconde question était de savoir sous quelle forme nous devons faire entrer au programme le fait que la *Nep* est d'une importance générale. Il fut décidé que l'on n'accepterait pas dans le programme la *Nep* sous sa forme concrète, que le nom de la *Nep* ne serait même pas mentionné, mais qu'il s'agissait surtout de faire entrer dans le programme son contenu essentiel.

Quel est ce contenu ? Calcul capitaliste, conservation de la monnaie, trusts, banques et bourses. Pour résumer : formes capitalistes, en changeant fondamentalement leur contenu.

Il est peut-être intéressant de mentionner que Marx a prévu les contours généraux de cette transition du capitalisme au socialisme que nous appelons la *Nep*. Je vous rappellerai le troisième tome du *Capital*, puis les commentaires au programme de Gotha, où il dit : « La transition devra se faire par les formes économiques héritées du capitalisme, et ce n'est que plus tard, au cours d'une évolution où nous nous débarrasserons aussi de ces formes, que nous pourrons entrer dans le communisme. »

Arrivons au communisme de guerre, que je dois défendre un peu contre Boukharine. En quoi consiste le communisme de guerre ? Au fond, c'est la consommation rationnelle et centralisée, adaptée aux besoins de la guerre. Il a pour condition l'existence de réserves rendant possible la vie économique. Il faut toujours insister sur la présence de ces réserves. La politique du communisme de guerre n'aurait pas été possible en Russie sans les réserves laissées par le tsarisme.

Quelle est la caractéristique du communisme de guerre au point de vue économique ? La suppression de la monnaie, l'extrême centralisation, l'interdiction du commerce libre, la paralysie du petit commerce et la réquisition dans les campagnes. Pour juger de la place que le communisme de guerre doit occuper dans le programme, il faut se rappeler qu'il n'est pas le résultat de quelque paragraphe du programme du P. C. R., mais bien des exigences de la stratégie révolutionnaire.

Il y en avait deux principales.

Premièrement, il fallait chasser la bourgeoisie des positions économiques qu'elle pouvait utiliser pour la lutte politique. Mais les positions économiques qui furent détruites, le furent au delà de toute mesure économique, à cause de la stratégie révolutionnaire, qui exigeait l'écrasement complet de la bourgeoisie. C'est une nécessité qui dure jusqu'à ce que la bourgeoisie soit vraiment terrassée et soumise au pouvoir de la classe ouvrière, à la dictature prolétarienne.

Deuxièmement, il fallait approvisionner l'armée et la population industrielle des villes. Il faut noter que ces réquisitions ont eu lieu à une époque où les ouvriers des villes avaient donné aux paysans la terre, de sorte que les vivres qu'ils leur enlevaient ne constituaient qu'un acompte versé à la classe ouvrière pour cette terre.

En cherchant la formule générale des rapports de la *Nep* avec le communisme de guerre, nous devons nous rendre compte que la *Nep* n'aurait pas été possible en Russie sans l'étape précédente du communisme de guerre. Elle n'aurait pas été possible, parce que la volonté de la bourgeoisie et sa résistance devaient être rompues avant qu'elle soit disposée à se soumettre à la direction de la classe ouvrière. Ainsi, nous pouvons dire qu'une période plus ou moins longue de communisme de guerre précédera la *Nep* aussi dans les révolutions futures.

Si l'on demande quelles modifications le communisme de guerre et la *Nep* subiront dans des conditions modifiées, je dirais ceci :

« Jusqu'à quel point doit et peut aller le communisme de guerre, les mesures répondant au communisme de guerre, cela dépendra essentiellement des conditions nationales et internationales dans lesquelles le prolétariat prendra le pouvoir, c'est-à-dire de la lutte qui sera nécessaire pour que la bourgeoisie se soumette complètement à la direction de la classe ouvrière. »

Camarades, cela sera et doit naturellement être différent selon les pays. Cela dépendra de la force de la classe ouvrière en face de la bourgeoisie et des éléments petits-bourgeois. Cela dépendra aussi de la situation internationale. Il est clair qu'une révolution prolétarienne, survenant en période de maturité révolutionnaire déjà très avancée dans les pays voisins, terrassant l'adversaire non pas après des années, mais par un assaut beaucoup plus décisif et plus court, devra modifier les formes et la durée du communisme de guerre.

De même les formes de la nouvelle politique économique varieront selon les pays ; le plan général, le schéma, la base de la nouvelle politique économique subiront des changements selon le lieu et l'époque. Il est fort possible et même probable que dans des pays d'un capitalisme plus développé, dans des pays où la place occupée par l'industrie capitaliste est plus grande, relativement à l'économie paysanne et pré-capitaliste, on pourra pousser la *Nep* beaucoup plus en avant qu'on a pu le faire en Russie.

La forme sous laquelle la *Nep* s'accomplit dépend naturellement beaucoup de l'état dans lequel l'industrie se trouve au moment où la révolution prolétarienne procède à l'expropriation. Elle dépend du degré de centralisation de l'industrie, de la place qu'elle occupe en face de l'économie paysanne, de son organisation technique, de ses rapports avec le capital commercial, le petit commerce, etc. Il faut prendre en considération tous ces facteurs.

Nous ne pourrions pas, dans le programme, fixer toutes ces modifications concrètes. C'est impossible, personne ne peut les prévoir. Nous devons nous contenter d'exposer les lignes fondamentales de la nouvelle politique économique, forme générale de la transition du capitalisme au socialisme et les lignes fondamentales du communisme de guerre, correction à apporter dans le cadre des besoins de la stratégie révolutionnaire, c'est-à-dire de la victoire sur la bourgeoisie, de la guerre civile et de la résistance éventuelle aux interventions extérieures.

La structure de la classe ouvrière

Un autre point discuté a été la structure de la classe ouvrière. A la Commission du programme, il a été fait un rapport détaillé sur les différentes catégories de la classe ouvrière et sur leurs rapports avec les tendances, groupements et blocs politiques. Un point principal, qui a été noté, est le rôle de l'aristocratie ouvrière à l'époque impérialiste, en connexion avec l'hégémonie impérialiste de certains pays, et la liaison de cette aristocratie ouvrière avec l'opportunisme, avec les tendances opportunistes dans la classe ouvrière. Dans la discussion, il a été reconnu que ces catégories ne sont que passagères et que l'évolution tend à les supprimer, à niveler leurs conditions et, par suite, leur orientation idéologique, à les rapprocher les unes des autres et que, par-dessus toutes les différences, la classe ouvrière est une, économiquement. L'unité de la classe ouvrière, basée sur son rôle dans le processus de la production, c'est ce qui nous permet, malgré tout, de la soumettre à une direction unique, à celle du Parti communiste.

Les divers types de pays

Nous avons ensuite entendu un rapport sur les types des divers pays. Le 4^e Congrès avait décidé de donner, comme introduction aux programmes nationaux, une classification des pays du point de vue de la stratégie révolutionnaire, de la conquête du pouvoir. Varga a fait ce rapport et a présenté un projet de classification. Les idées développées sont les suivantes :

Premièrement, on peut prendre en considération la *maturité économique*, et alors on a trois types :

1^o Pays pouvant encore se développer au sein de l'économie capitaliste ; 2^o pays ayant atteint ou dépassé l'apogée capitaliste ; 3^o Etats soviétistes, où le prolétariat a pris le pouvoir et est sorti du cadre capitaliste.

Un deuxième point de vue divise les pays selon qu'ils sont sujets ou objets de la *politique impérialiste*, indépendante, partiellement ou entièrement dépendante des grandes puissances impérialistes.

Un troisième point de vue est la *structure sociale*, à savoir le rapport entre les diverses classes, naturellement en tenant particulièrement compte de la classe ouvrière.

Dans la discussion, on a insisté spécialement sur un point important, sur la nécessité de tracer la limite entre nous et la 2^e Internationale : il faut distinguer la maturité du point de vue de la stratégie révolutionnaire et sa maturité du point de vue du développement du socialisme. Des éléments différents déterminent la maturité révolutionnaire et l'instauration du socialisme. Cette dernière exige un certain degré de développement techni-

que et économique de l'industrie, un certain degré de centralisation, et aussi un certain rapport de l'industrie avec l'économie non-capitaliste.

Une confusion typique de ces deux points de vue se rencontre chez Kautsky dans la façon dont il traite la révolution russe.

Au point de vue de la maturité révolutionnaire, l'expérience a montré que la Russie était plus avancée que tous les autres pays d'Europe. Mais, une fois le pouvoir politique conquis, il est apparu qu'elle était arriérée en ce qui concerne la préparation économique au socialisme. Les deux choses sont étroitement liées : le manque relatif de maturité économique de la Russie, c'est-à-dire sa nombreuse population paysanne en face de la classe ouvrière industrielle, a provoqué une remarquable coïncidence de la révolution prolétarienne et de la révolution paysanne et, par suite, une particulière maturité révolutionnaire, tout en offrant des difficultés spéciales à l'instauration du socialisme.

La question agraire

Passons à la *question agraire*. La commission a entendu un rapport détaillé sur le programme agraire pour autant qu'il doit entrer dans le programme général. Les thèses de Lénine sur la question agraire du 3^e Congrès et les thèses du 4^e Congrès ont été prises comme base.

Le point discuté a été notre attitude à l'égard des projets bourgeois de réforme agraire, comme la répartition de la grande propriété foncière entre les paysans pauvres. Comment les communistes doivent-ils traiter dans leur programme les réformes agraires bourgeoises ?

Les Partis communistes, et surtout lorsqu'ils ont des masses derrière eux, ne peuvent rester indifférents ni hostiles à cette question, mais ils ne doivent pas non plus être à la remorque du mouvement bourgeois ; ils doivent le pousser en avant et lui donner des mots d'ordre qui l'animent dans un sens révolutionnaire ; ils doivent, par exemple, réclamer la répartition de la terre aux paysans pauvres sans indemnité aux gros propriétaires. C'est, en effet, la caractéristique de toutes les réformes agraires bourgeoises, que cette répartition de la terre ne doit se faire que contre indemnité. Nous insisterons dans notre programme sur la non-indemnisation.

On s'est demandé si une telle orientation pouvait dépendre de la marche plus ou moins rapide de la révolution. La commission a déclaré que non. Le fait que nous devons soutenir ce mouvement paysan découle de la situation révolutionnaire en général.

On a discuté encore la question : petite ou grande exploitation, c'est-à-dire le principe qui nous sépare des conceptions représentées autrefois par les révisionnistes comme David. Superficiellement, on pourrait penser que, réclamant le partage de la terre, nous nous rapprocherions quelque peu des conceptions révisionnistes. Il n'en est rien. Nous le faisons pour les nécessités de la stratégie révolutionnaire, tandis que David le fait pour des raisons de politique réformiste. Mais nous délimitons notre position aussi en déclarant :

En principe nous préconisons la grande entreprise même dans l'agriculture. Nous encourageons dans l'agriculture aussi le développement de la grande entreprise, parce que c'est la base du socialisme.

Encore un point qui joue aussi un certain rôle dans la social-démocratie. Vous savez que la social-démocratie a accentué dans ces dernières an-

nées l'antagonisme entre l'ouvrier des villes acheteur et le paysan vendeur de denrées alimentaires. En soulignant cet antagonisme, elle a voulu rallier l'ouvrier et la bourgeoisie pour les jeter contre les petits paysans. Qu'est-ce que nous avons à y objecter ? Nous devons naturellement convenir qu'il existe un antagonisme entre l'ouvrier et le paysan dans la question du prix des vivres. Mais cet antagonisme entre l'ouvrier acheteur et le paysan vendeur est de beaucoup dépassé par l'antagonisme existant entre l'ouvrier et le paysan, d'un côté, les grands capitalistes et les gros agrariens de l'autre. C'est ainsi que nous corrigeons radicalement cette orientation fautive de la social-démocratie.

On a parlé de la nationalisation de la terre, et on s'est demandé jusqu'à quel point il fallait la fixer dans le programme. Au sujet de ce principe appliqué à la grande propriété, il n'y a pas de discussion possible. La question ne se pose qu'au sujet de son extension à la petite et moyenne propriété. La commission a conclu de laisser la chose de côté et ne pas parler de nationalisation de la petite et moyenne propriété, mais de faire figurer sur le programme l'avertissement que l'usure et la spéculation sur la terre seraient empêchées par la loi.

J'ajouterai qu'on peut obtenir les mêmes résultats en ce qui concerne la petite et moyenne propriété, par différents moyens juridiques. On peut étendre juridiquement le principe de la nationalisation à la petite et moyenne propriété, en spécifiant que le paysan n'est pas propriétaire de la terre, qu'il ne peut la considérer que comme usufruit, de sorte que la vente et toute autre transmission du sol lui sont interdits. Mais on peut aussi dire — comme le fait le programme allemand — que la propriété des petits et moyens paysans ne sera pas touchée, mais que des mesures législatives restreindront l'achat et la vente, le droit d'héritage et le droit d'aliénation.

Nous avons estimé cette deuxième forme préférable comme forme générale, l'esprit de la propriété privée étant beaucoup plus fortement enraciné chez le paysan occidental que chez le paysan russe.

La question nationale

Passons maintenant à la *question nationale*. Elle aussi a été éclaircie dans ses grands traits par Lénine et par les thèses de nos congrès. Il n'est pas nécessaire que je mentionne les points qui sont déjà réglés ; je me bornerai à énumérer ceux dont il a été question à la Commission du programme.

La première question est celle-ci : dans quelle mesure les Partis communistes des nations opprimées doivent-ils user du droit qui est reconnu à ces nations de disposer d'elles-mêmes jusqu'à la séparation, c'est-à-dire dans quelle mesure et comment doivent-ils mettre en pratique ce mot d'ordre du programme ? La réponse est qu'il faut partir de considérations générales, c'est-à-dire du fait que le point de vue national doit toujours être subordonné au point de vue de la lutte de classe internationale.

La deuxième question consiste à savoir si le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes est suffisant pour résoudre toutes les questions nationales. Il existe, a-t-on remarqué, des questions nationales dans les pays, comme les États-Unis, de populations extrêmement mélangées, où il ne peut être question d'auto-détermination sans parler de la question des races. La Com-

mission du programme est d'avis que le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être complété par le suivant : « Egalité de toutes les parties de la nation et de toutes les races ».

On a encore discuté, dans la Commission, si le programme devrait donner une définition de la nation. Mais il est impossible de trouver une définition de la nation qui satisfasse tous les besoins et la Commission est d'avis que le plus important pour notre lutte est de donner une définition politique, pour que nous sachions où intervenir et où ne pas intervenir. Il faut avant tout savoir si les classes laborieuses d'un pays posent la question nationale. Si cette question existe pour la classe ouvrière, si elle existe pour les paysans laborieux, elle doit naturellement exister aussi pour le Parti communiste et ne saurait être négligée par lui.

Les différentes formes de gouvernements bourgeois

Nous avons encore eu à examiner la question de la forme nouvelle des gouvernements bourgeois. On a parlé du fascisme et du gouvernement travailliste. On a étudié les différents types de gouvernements fascistes. Et on a convenu que le fascisme a déjà produit plusieurs types nationaux. Il est impossible de considérer comme identique le fascisme italien, ses modes de développement et de gouvernement, et le fascisme allemand ; il existe des différences nationales.

Quel régime succédera au fascisme ? Il y a plusieurs hypothèses. Le fascisme peut être remplacé par la dictature prolétarienne. D'autre part, des formes intermédiaires peuvent surgir. La Commission a jugé qu'on ne pouvait pas prophétiser dans cette question, mais qu'il fallait la laisser ouverte, parce qu'il existe différentes possibilités.

Je ne parlerai pas de la question des intellectuels, parce qu'elle figure à l'ordre du jour du 5^e Congrès même.

**

Kuusinen nous a fait un rapport sur le rôle du Parti. Je relèverai un point seulement : on est tombé d'accord dans ce sens que la conception fixée dans le Manifeste Communiste sur le rôle du Parti est dépassée aujourd'hui par les événements et doit être mise au niveau de notre expérience.

Nous avons encore eu une discussion assez approfondie sur le *centralisme démocratique*. Faut-il garder ou non cette expression ? Elle a été critiquée comme n'exprimant pas assez bien la synthèse des deux conceptions : « centralisme » et « démocratie ». Après des débats assez longs, la Commission a fini par décider de la conserver, parce qu'elle a reçu une définition très précise, surtout grâce à Lénine.

La Commission a discuté les idées de Rosa Luxembourg sur l'organisation. Ayant analysé leurs causes historiques, la Commission a été d'accord que ces idées sont aujourd'hui dépassées par les faits et que plus personne ne les défend. Avant la Révolution russe, personne, même Rosa Luxembourg, ne voyait ni ne pouvait voir les questions d'organisation du point de vue de l'insurrection armée. Or, c'est le point de vue russe, le seul point de vue possible actuellement.

On a ensuite traité la question : *Parti du peuple et Parti de classe*. Cette question a joué un certain rôle aussi dans la social-démocratie, qui se pro-

clame, on le sait, parti populaire, c'est-à-dire parti réunissant la classe ouvrière et les autres travailleurs. Nous avons la prétention d'être un parti populaire, mais dans un sens tout autre. Nous voulons être le parti du peuple en ceci que, comme parti révolutionnaire du prolétariat, nous prenons en main la direction politique des autres classes laborieuses. Ce que la social-démocratie, ce que les partis de la 2^e Internationale conçoivent du rôle des partis du peuple est autre chose. C'est la subordination des intérêts du prolétariat à ceux de la petite bourgeoisie et la subordination des intérêts de la petite bourgeoisie à ceux de la grande bourgeoisie, ce qui donne un parti populaire, en partie réformiste, en partie conservateur et réactionnaire.

Un autre point examiné est la *philosophie communiste*. Boukharine en a déjà parlé assez longuement. La question traitée dans la Commission était celle-ci : jusqu'à quel point faut-il détailler cette question ? Doit-on la traiter à fond ou bien se borner à indiquer brièvement le point de vue du Parti communiste ? On s'est décidé pour la seconde solution, et nous disons : le Parti communiste défend le point de vue du *matérialisme dialectique*.

Le dernier point, celui des *principes de tactique et de stratégie*, n'a pas encore été traité par la Commission. Une partie des débats a été rendue inutile, l'autre viendra devant la Commission.

Pour finir, je constate qu'il ne s'est révélé pendant les travaux de la Commission aucune divergence de principe dans l'Internationale. Voilà pourquoi Boukharine et moi sommes d'avis que ce congrès doit adopter en principe le projet de programme tel qu'il sortira des travaux de la Commission, afin qu'il puisse être envoyé comme projet officiel à toutes les sections de l'I. C. pour discussion et amendement. Ainsi, l'Exécutif élargi ou le prochain congrès adopteront le programme sous sa forme définitive.

CAMARADES,

Demandez à la « Librairie de l'Humanité »,
120, rue Lafayette :

LE PROGRAMME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Projets présentés à la discussion du
5^e Congrès mondial

240 pages.....PRIX : 7 francs

LE LÉNINISME

THEORIQUE ET PRATIQUE

par

I. STALINE

100 pages.....PRIX : 2 francs

Lettre ouverte de l'Exécutif de l'I.C. au P.C. Italien

Chers camarades,

Le 5^e Congrès mondial avait à envisager une fois encore la question du mouvement communiste italien. Après un examen attentif de la situation politique du pays et de la vie interne du Parti, il a pris une série de résolutions importantes concernant votre Parti, qu'il désire vous expliquer dans la présente lettre.

Dès sa fondation à Livourne, votre Parti, par suite de la nécessité de lutter contre le réformisme et le centrisme, qui avaient conduit la classe ouvrière italienne à la défaite, se trouva placé sous l'influence des éléments gauchistes. La scission n'eut pas lieu, comme elle eût été la plus profitable pour le mouvement ouvrier italien, entre les éléments réformistes et la masse du Parti. Elle se produisit à la gauche de la fraction maximaliste qui, grâce à sa politique équivoque, a réussi à tromper un grand nombre d'ouvriers révolutionnaires sur ses véritables intentions et sa politique opportuniste.

Sans doute, si la scission s'était produite à la droite de la fraction maximaliste, par l'exclusion des réformistes comme le demandait alors l'Internationale, le Parti aurait subi encore des crises et des épurations, mais serait devenu, comme d'autres partis de l'Internationale, un Parti communiste de masse qui, malgré ses faiblesses, s'efforce d'être toujours mieux l'instrument de la Révolution et qui a sur les masses une influence prépondérante. Il n'a pas dépendu de l'Internationale et des camarades de la fraction communiste que la scission se produisit autrement. Elle était fatale et nécessaire après la trahison des chefs réformistes et l'attachement que leur témoignaient les maximalistes. L'Internationale a immédiatement soutenu le jeune Parti communiste né à Livourne et elle n'a jamais considéré sa naissance comme une faute politique. Mais l'équivoque créée par la politique maximaliste de Livourne laissait prévoir que de nombreux membres du P. S. I. se détourneraient de la politique opportuniste de ce parti pour adhérer soit individuellement, soit en groupe, au P. C. I.

Les circonstances historiques qui déterminèrent la fondation du Parti communiste en firent un parti de minorité et donnèrent une influence prépondérante dans la politique du Parti à l'ancienne fraction abstentionniste, qui lui donna l'empreinte de son idéologie gauchiste.

Déjà, au 2^e Congrès mondial, avant la fondation de votre parti, Lénine avait combattu le gauchisme de Bordiga, qui revêtait alors la forme de l'abstentionnisme parlementaire, et le 2^e Congrès mondial se déclarait d'accord, en général, avec la ligne politique suivie par le groupe de l'« Ordine Nuovo » de Turin, et non avec celle du groupe du « Soviet ». Cependant, après la formation du Parti, ce fut la fraction abstentionniste qui imprima au Parti son orientation politique. Les autres groupes qui étaient à la base du nouveau parti (fraction de l'« Ordine Nuovo », minorité du P. S. I.) atténuerent ou perdirent leur caractère propre au profit de la fraction abstentionniste, qui abandonnait sa fausse conception anti-parlementaire, mais qui conservait les autres caractères du gauchisme.

Au 3^e Congrès mondial, quelques mois après la formation du Parti, les premières manifestations de cette politique se révélèrent par l'opposition que mena le Parti communiste italien contre la tactique de la conquête de la majorité du prolétariat. C'est Lénine encore qui combattit la fausse conception tactique du Parti.

Depuis le 3^e Congrès mondial, le désaccord entre la politique du Parti communiste italien et celle de l'Internationale Communiste se manifesta à plusieurs reprises (question du recrutement du Parti, tactique à développer contre le fascisme). Il devint plus grave sur la question du front unique, quand on vit, à l'Exécutif élargi de février 1922, le Parti français, alors opportuniste, s'unir au Parti italien pour combattre la tactique de l'Internationale. Tous ces désaccords révélaient des divergences plus profondes, qui devinrent évidentes lorsque furent publiées les thèses du Congrès de Rome.

Ces thèses, dont l'Internationale fit alors une critique, révélaient des divergences fondamentales sur l'organisation et le développement du Parti communiste et surtout sur la tactique et, en général, sur la façon de concevoir toute l'activité d'un Parti révolutionnaire dans la préparation et la mobilisation des masses. Il était dès alors évident qu'il existait un sérieux conflit entre le Parti communiste italien et l'Internationale, dont les conceptions tactiques allaient fatalement se heurter au cours du développement de la situation politique. Le conflit aigu que souleva, au 4^e Congrès, la tactique de l'Internationale à l'égard du P. S. I. n'est pas un fait exceptionnel provoqué uniquement par la décision de fusion qui y fut votée. Il est la manifestation d'un conflit plus profond qui porte sur toute la conception de l'organisation et de l'activité du Parti communiste. Il est le conflit entre le léninisme et le gauchisme, « maladie infantile du communisme », entre le marxisme et cette intransigeance doctrinale qui, dans le P. S. I., a abouti au maximalisme et qui engendre dans le P. C. I. un maximalisme communiste, sectaire dans son organisation et rigide dans sa tactique, incapable de préparer les grands mouvements ouvriers et de s'adapter aux multiples conditions de la lutte.

L'application des décisions du 4^e Congrès mondial, auxquelles la direction du P. C. I. s'était soumise par discipline formelle, révéla bien vite l'impossibilité de la collaboration entre l'Internationale et la direction du P. C. I. L'Internationale jugea qu'au lieu d'être l'agent intelligent et actif de la politique de fusion, la direction du P. C. I., par sa discipline purement formelle, entravait le travail de l'Internationale. C'est ce qui détermina l'Exécutif élargi de juin 1923, sur une proposition antérieure de la direction du Parti, à intervenir dans la vie organique du Parti, pour écarter la direction dont la politique nuisait au travail de l'Internationale, et pour imposer une direction nouvelle formée de trois camarades, qui, bien qu'appartenant à la gauche, comprenaient l'impossibilité de continuer à opposer le travail du P. C. I. à celui de l'Internationale, et de deux camarades de la minorité, qui dès le commencement de la crise s'était séparée de la direction du P. C.

pour accepter et défendre dans le Parti la tactique de l'Internationale. Ces mesures exceptionnelles étaient nécessitées et légitimées par le fait que notre Internationale est un Parti mondial unique et centralisé, dont le P. C. I. n'est qu'une section. Dans un parti comme le nôtre, il n'est pas possible qu'une section pratique une politique autre que celle de l'ensemble de l'Internationale, et la direction centralisée de notre Parti mondial a le droit d'intervenir organiquement dans la vie de ses sections si elles s'écartent de la ligne commune fixée par nos Congrès.

Une année s'est écoulée depuis cette intervention de l'Internationale. Quelles sont les expériences de ces douze mois d'activité, quelle est aujourd'hui la situation ?

La soi-disant « gauche » du Parti est restée complètement sur ses anciennes positions. Elle demeure foncièrement opposée à la tactique de l'Internationale et à ses principes d'organisation. Elle se retranche dans l'opposition et dans l'isolement en refusant de prendre aucune responsabilité dans la direction du Parti. Voyant le danger d'un tel isolement oppositionnel, le 5^e Congrès a tenté maintes fois d'attirer la « gauche » à une collaboration loyale avec l'Internationale. Il fut proposé à la gauche d'avoir, avec le « centre », la majorité du Comité Exécutif du Parti, et à Bordiga personnellement d'accepter le poste de vice-président de l'Internationale. Ces propositions furent faites non pour consacrer ou encourager les erreurs de gauche, que le 5^e Congrès a combattues comme les déviations de droite, mais chercher à entraîner Bordiga et sa fraction à une collaboration effective avec l'Internationale, collaboration qui leur eût permis de reconnaître leurs erreurs. Ces propositions furent repoussées par la gauche, qui refusa de collaborer au travail de direction du Parti.

La gauche italienne a pris ainsi une attitude sans exemple dans aucun des partis de l'Internationale. Sa position est si peu comprise de la véritable gauche de l'Internationale que ce sont les camarades les plus autorisés de la gauche allemande qui ont le plus vigoureusement combattu ses conceptions politiques.

Le 5^e Congrès a adopté un programme d'action pour le Parti italien. La gauche lui a opposé un autre projet, repoussé à l'unanimité par la Commission italienne du Congrès comme contraire aux méthodes d'action de l'Internationale. Ainsi s'est manifesté, non seulement sur le terrain de la tactique et de l'organisation, mais aussi sur le terrain de l'activité politique pratique à développer en Italie, l'antagonisme entre la gauche italienne et l'Internationale.

Mais les camarades de la gauche qui, en juin dernier, acceptèrent de collaborer avec la minorité, ont effectué, au cours de cette année, une évolution dont l'Internationale tient à souligner l'importance. En appliquant par discipline raisonnée la tactique de l'Internationale, ces camarades se sont peu à peu convaincus que la tactique de l'Internationale était juste. Lentement, au contact des événements, ils se sont séparés de la gauche pour former un « centre » qui non seulement est décidé à appliquer loyalement la tactique de l'Internationale, mais qui est convaincu que cette tactique est la seule bonne et la seule profitable au mouvement révolutionnaire italien. Bien que ce groupe de camarades se fût distingué de la gauche déjà au 4^e Congrès, puis à l'Exécutif élargi de 1923, il ne s'est réellement séparé d'elle qu'à la veille du 5^e Congrès mondial : à la séance du

Comité central d'avril qui a inauguré la discussion interne du Parti, il a encore porté ses principales attaques non contre le gauchisme, mais contre la minorité qui, politiquement, est d'accord avec lui sur la tactique, et les tâches présentes du Parti.

Les camarades du centre ont pu se convaincre, au cours du 5^e Congrès, que la gauche du Parti se refuse absolument à les suivre dans leur évolution et même à collaborer avec eux. Ils doivent maintenant tirer toutes les conséquences de cet état de choses. Après avoir tout tenté, d'accord avec l'Internationale, pour attirer la gauche sur le terrain de la collaboration loyale avec l'Internationale, ils doivent comprendre que le gauchisme est, à l'heure actuelle, le principal danger pour le développement et l'activité du P. C. I. et engager contre lui une lutte énergique, afin d'éclairer la conscience politique du Parti.

La minorité du Parti, au cours de cette année, s'est séparée avec raison des éléments confusionnistes, liquidateurs et révisionnistes de l'extrême-droite et les a combattus avec la même énergie que les autres tendances du Parti, particulièrement fortes dans l'ancien groupe parlementaire. Elle s'est acquittée de sa tâche dans des conditions difficiles et a contribué, par sa politique, à l'évolution qui se produit dans le Parti.

Les discussions du 5^e Congrès mondial sur la tactique et le programme du Parti italien ont prouvé que la minorité et le centre représentent maintenant dans le Parti deux tendances sincèrement d'accord avec l'Internationale pour le travail à développer en Italie. Le 5^e Congrès mondial ne voit entre elles aucune divergence politique profonde. Leur seul désaccord porte sur leur appréciation de la politique intérieure du Parti. Mais, devant la situation politique actuelle de l'Italie, ces deux tendances, qui ont aujourd'hui la même plate-forme, le même programme d'action et qui, depuis un an, collaborent à la direction du Parti sans que des divergences profondes aient surgi entre elles, doivent comprendre que, dans l'intérêt du Parti, elles doivent à tout prix constituer un groupe homogène, capable de diriger la politique du Parti en accord avec l'Internationale et de combattre, sous la bannière du léninisme, l'extrême-gauche et l'extrême-droite, le gauchisme et l'opportunisme.

Le 5^e Congrès mondial a accepté un programme d'action du P. C. I. C'est sur cette base que doit commencer le travail fécond du Parti. La discussion interne du Parti se poursuivra en vue du Congrès, mais elle doit porter essentiellement sur les tâches actuelles du Parti, sur ses devoirs dans la situation politique présente du pays. Ainsi seulement elle intéressera les travailleurs italiens. L'Internationale participera à cette discussion pour analyser les divers courants politiques du Parti. Mais, d'ores et déjà, elle tient à affirmer que les tendances à l'intérieur du Parti communiste italien ne correspondent nullement à ce qui existe dans l'Internationale. Le « centre » n'a rien de la politique « centriste » ; il représente l'extrême gauche de l'Internationale. La minorité, ou la soi-disant « droite », n'a rien de commun avec la droite internationale, que le 5^e Congrès a condamnée. Elle représente la politique de l'Internationale Communiste, mais avec une légère orientation à gauche. Seule, l'extrême droite du Parti offre le caractère politique de la droite internationale. Quant à la soi-disant « gauche » italienne, elle est une manifestation politique purement italienne, qui n'a sa pareille nulle part ailleurs et

qui n'est même pas comprise des autres sections de l'Internationale. Elle aboutit, sous le masque de son intransigeance doctrinale et verbale, à une politique de passivité et d'abstentionnisme qui caractérise généralement les tendances de droite.

Le 5^e Congrès mondial a décidé la fusion immédiate du P. C. I. avec la fraction terzinternationale. La fraction terzinternationale, depuis le 3^e Congrès mondial, s'est efforcée de combattre la politique opportuniste du Parti et de l'entraîner dans les rangs de l'Internationale Communiste. Elle a organisé, au sein du Parti socialiste, un groupe important de travailleurs que la direction contre-révolutionnaire de Nenni-Vella a exclu pour éviter la conquête du Parti au communisme. Le devoir du Parti communiste est d'accueillir ce groupe important de camarades dans le travail du Parti et de saluer la fusion comme la preuve de la décomposition du P. S. I. et du regroupement des forces ouvrières révolutionnaires autour du Parti communiste. Il est certain qu'au cours des luttes politiques que devra mener le prolétariat d'Italie, le caractère contre-révolutionnaire de toute la politique du parti maximaliste apparaîtra aux yeux de nouvelles couches ouvrières et

que le processus de décomposition du Parti socialiste italien se poursuivra. Le Parti communiste ne doit cesser de favoriser la formation de groupes d'opposition au sein de ce parti. C'est un moyen d'éclairer la conscience des travailleurs maximalistes et de liquider le centrisme en attirant au communisme les masses ouvrières un moment trompées.

Camarades, la situation politique de l'Italie a subi ces dernières semaines des transformations importantes. La décomposition du fascisme est apparue nettement. Le prolétariat italien se réveille et le Parti communiste se trouve placé devant des tâches importantes. Il doit éclairer et guider les masses, les rassembler autour de son programme et les préparer à l'action révolutionnaire. Il doit comprendre que, dans cette situation, l'application de la tactique du léninisme, seule, peut lui permettre d'être à la hauteur de sa tâche. C'est le léninisme qui a permis aux travailleurs et aux paysans russes de vaincre, c'est lui qui assurera la victoire du prolétariat italien, guidé par le P. C.

Le Comité Exécutif de l'I. C.

STATUT GÉNÉRAL

déterminant les rapports entre les *Communistes de langue étrangère*, résidant en France et le Parti Communiste français

Adopté par le Comité Directeur, dans sa Séance du 5 Août 1924

Article 1^{er}. — Conformément aux décisions du 4^e Congrès mondial, tous les communistes, sans distinction de nationalité, appartiennent au Parti communiste français, s'ils résident en France, et doivent être obligatoirement affiliés à une section.

Article 2. — Ils participent aux délibérations des sections, fédérations, organismes centraux du Parti, sur pied d'absolue égalité avec leurs camarades de France.

Article 3. — Afin d'intensifier la propagande, l'agitation et le recrutement parmi les travailleurs de leur langue, les communistes qui ne sont pas d'origine française devront constituer entre eux des groupes de travail.

Article 4. — Aucun camarade ne peut être admis dans un groupe de travail s'il n'est membre des organismes réguliers du Parti.

Article 5. — Ces groupes de travail seront représentés aux Comités de sections, Comités fédéraux et au Comité directeur central, par un délégué qui aura voix consultative.

Article 6. — Les groupes de travail ont une Commission Exécutive dont l'action est contrôlée par le Bureau politique du Parti.

Article 7. — Les fonctionnaires centraux (appointés ou non), secrétaires, rédacteurs responsables, sont désignés par le Bureau politique du Parti et révoqués par lui. La Commission Exé-

utive centrale des groupes de travail peut proposer les candidats.

Article 8. — Les journaux des groupes de travail sont soumis au même contrôle politique et à la même direction que les organes de langue française. Ils peuvent être transformés, modifiés ou suspendu par le Bureau politique du Parti français.

Article 9. — Aucune décision et initiative touchant aux directives du Parti français ne peuvent être prises par les groupes de travail.

Article 10. — Les initiatives touchant des mouvements de masses des travailleurs de langues étrangères doivent être soumises au Bureau politique du Parti et approuvées par lui.

Article 11. — Le Secrétariat des groupes de travail et leur presse ne forment pas deux organismes distincts bénéficiant de leur autonomie, mais, au contraire, deux parties d'un même organisme travaillant en pleine unité de vue.

Article 12. — Pour assurer la bonne application du présent Règlement, en plus des relations ordinaires assurées par les fonctionnaires des groupes de travail et avec le Secrétariat du Parti français, un rapport mensuel devra être adressé au Bureau politique. D'autre part, celui-ci essaiera de se faire représenter aux réunions de la Commission Exécutive centrale de chaque groupe de travail.

L'Internationale Communiste et les Paysans

Le camarade Zinoviev, président de l'I. C., dans son rapport sur les travaux du C. E. de l'I. C., a, au dernier Congrès mondial, parlé en ces termes de la question paysanne :

« Quel motif me guidait lorsque, à l'Exécutif élargi, j'ai été l'initiateur du mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier et Paysan ? La conviction que, dans certains pays, nous commençons à nous rapprocher et assez vite de la conquête du pouvoir... »

Et c'est pourquoi, depuis lors, nous n'avons pas manqué une occasion de répéter au Parti : « Attention à la paysannerie ! » Il est évident qu'un parti qui n'a pas encore en vue la conquête du pouvoir n'a pas besoin de ce mot d'ordre. Il reste à demi-corporatif, purement ouvrier. Mais du moment qu'il devient un Parti communiste sérieux, un parti des masses, il doit avoir en vue la conquête du pouvoir, et alors il doit se demander comment se conduiront les paysans, quelle impression fera sur eux l'accroissement du parti ouvrier. Voilà pourquoi le mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier et Paysan est le signe que, dans certains pays, la question de la conquête du pouvoir se posera. »

Dans son discours de clôture du Congrès, Zinoviev s'est ensuite exprimé ainsi :

« Je voudrais parler d'un problème que la discussion a touché assez peu. C'est le problème paysan. C'est un mauvais signe que ce problème n'ait presque pas été abordé dans une discussion à laquelle ont pris part soixante-deux orateurs. J'ai bien peur qu'ici encore tout le monde soit du même avis, que tout le monde acquiesce, et qu'après tout reste comme devant. Cela serait extrêmement dangereux, non seulement pour les pays agricoles, mais aussi pour les pays industriels. »

« Nous avons à conquérir certains éléments paysans et à neutraliser les autres. »

« La question paysanne ne saurait être négligée. Elle n'est pas secondaire, elle est inséparable de la dictature du prolétariat. »

« J'ai lu que les fascistes allemands ont élaboré pour les paysans un programme d'action démagogique, assez habilement conçu. Qu'est-ce que cela veut dire ? Il se trouvera peut-être dans notre extrême-gauche quelqu'un pour penser : « Nous sommes des partisans de la dictature du prolétariat ; la question paysanne ne nous touche pas », ou bien : « Nous formerons une Commission paysanne auprès du C. C. », pour écrire des thèses que personne, hélas ! ne lira. En attendant, le parti contre-révolutionnaire d'Averescu en Roumanie a dernièrement convoqué un Congrès auquel ont participé 10.000 paysans. Ce sont des paysans riches, probablement. Il n'en reste pas moins que ce chiffre de 10.000 est imposant. Les partis bourgeois de Pologne convoquent, à Varsovie, des Congrès paysans avec un grand nombre de délégués. Le Landtag bavarois envisage une menace imminente de révolution paysanne. Tout cela ne signifie-t-il pas que la question paysanne est une des plus importantes, et cela non

seulement dans les pays agricoles, mais aussi dans les pays industriels. »

« Assez de thèses, assez répétée la lourde faute social-démocrate selon laquelle nous n'avons que faire des paysans ! Parfaitement ; tant que nous restons un parti corporatif, nous n'avons pas à nous préoccuper des paysans. Mais si, réellement, nous voulons obtenir l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, nous devons porter les semences de notre propagande au fond de la population paysanne. »

« Cette propagande parmi les paysans nous aidera à son tour à pénétrer les armées. Il ne faut pas être conservateur. Il faut tester le terrain, trouver de nouvelles formes d'agitation, surtout ne pas oublier que la moitié de l'armée est formée de paysans. »

« Qui a toujours réprimé les mouvements révolutionnaires ? Qui nous a brisés en 1905 ? Qui a détruit la République soviétiste de Bavière et écrasé tant d'autres soulèvements en Allemagne après 1918 ? Avant tout et surtout, les fils des paysans. »

« Ainsi donc, camarades, voilà un des problèmes essentiels qui se pose devant l'Internationale. »

Enfin, voici deux passages de la résolution votée sur le rapport du C. E. de l'I. C. :

« L'Exécutif n'a cessé de recommander à toutes les Sections une agitation permanente et active en vue de gagner les paysans pauvres à la cause de la révolution prolétarienne. A cet effet, le mot d'ordre du Gouvernement Ouvrier a été élargi en la formule : « Gouvernement Ouvrier et Paysan ». »

« La fondation de l'Internationale Paysanne, initiative de la plus haute importance, s'est opérée avec le concours énergique de l'Exécutif. »

Depuis longtemps, ainsi qu'un certain nombre de militants, je pense comme Zinoviev et l'Exécutif. Si, en France, l'économie paysanne n'est pas au même niveau qu'en Allemagne, par exemple ; si, en particulier, il y a chez nous des paysans riches, des fonciers opulents, féodaux terriens modernes, il y a aussi des masses de paysans travailleurs dont beaucoup ont des situations inférieures à celles de bien des ouvriers et qu'il faut gagner, convaincre et, au moins, neutraliser.

Il ne faut plus tolérer aucune insouciance à ce point de vue. Que les paysans communistes étudient la question et fassent connaître à la Commission agraire du Parti toutes leurs observations et leurs suggestions. Que les autres militants cherchent à mieux se rendre compte qu'il y a une question paysanne, dont la connaissance exacte est nécessaire.

Laisserons-nous les bourgeois, seuls, établir et consolider leur funeste influence dans nos villages ?

Marius VAZELLES.

LA RUSSIE DES SOVIETS

L'INSTITUT MARX-ENGELS A MOSCOU

La propagande scientifique internationale du marxisme a besoin d'une édition critique, internationale, complète des œuvres de Marx et d'Engels.

L'Institut Marx-Engels à Moscou permet d'envisager la réalisation de ce projet formé par le P.C.R.

L'Institut possède des manuscrits les plus complets de toutes les œuvres de Marx et d'Engels, ainsi que presque toutes les publications auxquelles Marx et Engels ont collaboré.

En fait de documents originaux, l'Institut est plus riche que les archives du parti social-démocrate à Berlin, auxquelles les manuscrits auraient dû échoir. Le camarade Riazanov a réussi à acquérir en dehors des manuscrits se trouvant dans les archives social-démocrates, de nombreuses pièces qui ont appartenu à Lafargue et à Bernstein (*L'idéologie allemande*), les lettres de Marx et Engels à Wilhelm Liebknecht, Bernstein et Kautsky, partie en originaux, partie en photographies.

L'Institut Marx-Engels est donc à même de confronter les publications antérieures des œuvres de Marx et Engels aux manuscrits. Mais les documents inédits en possession de l'Institut sont si nombreux et d'une telle valeur que la publication en est susceptible d'inaugurer une époque nouvelle dans l'étude du marxisme.

La publication de cette édition critique complète des œuvres de Marx et Engels, accompagnée de commentaires scientifiques, historiques, critiques, nécessaires à la diffusion de ces œuvres et à leur vulgarisation scientifique, constitue une grande tâche exigeant de vastes ressources techniques et un personnel d'une haute compétence. L'Institut Marx-Engels a besoin d'améliorer encore ses services ; mais d'ores et déjà les moyens et les compétences dont il dispose, lui permettent de se mettre à l'œuvre.

L'Institut a été fondé en 1920 par Riazanov, qui en est encore aujourd'hui le directeur. Il possède une bibliothèque de plus de 100.000 volumes.

Dans son organisation intérieure l'Institut se divise en sections correspondant aux pays principaux sur lesquels s'étendit en premier lieu l'activité et l'influence politique de Marx et d'Engels et dont ils étudièrent le plus profondément l'histoire, et en sections correspondant aux domaines scientifiques embrassés par l'œuvre théorique de Marx et Engels. Les principaux cabinets — en dehors de celui où se trouvent les œuvres imprimées et manuscrites des deux fondateurs du communisme scientifique, et de la salle de lecture — sont les cabinets allemand, français, anglais et russe, puis les cabinets de philosophie, de philosophie du droit, d'économie, d'histoire des idées socialistes et anarchistes et de sociologie.

Les cabinets d'histoire des idées et d'études théoriques sont organisés conformément à de larges vues d'ensemble. Le cabinet de philosophie comprend avec les œuvres d'histoire du matérialisme, la littérature hégélienne y compris les tendances néo-hégéliennes. La collection de publications sur le matérialisme dialectique est la plus riche collection connue de ce genre. La section théorique

d'économie politique est systématisée exactement selon les schémas de Marx.

Le cabinet d'histoire du socialisme possède une riche littérature sur le Saint Simonisme, le Fourierisme et l'Owenisme ; son inventaire peut rivaliser avec la documentation de la Bibliothèque Nationale de Paris et du British Museum.

Les publications de l'Institut — en voie de préparation — doivent être considérées comme des travaux préliminaires à l'édition internationale de Marx et d'Engels. Citons parmi ces publications rigoureusement scientifiques : la grande édition du Manifeste Communiste accompagnée de commentaires historiques et théoriques de Riazanov, les œuvres de Lafargue et de Kautsky, l'édition complète des œuvres de Plékhanov, un recueil de documents sur l'histoire du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, des Œuvres choisies de Hegel, la *Bibliothèque du Matérialisme*, la monographie de Feuerbach par A. Deborine, les archives Marx-Engels et enfin — *l'Édition Complète* (en russe) des Œuvres de Marx et d'Engels. Cette édition doit comprendre 35 volumes dont 4 ont déjà paru.

L'Immigration dans l'U. R. S. S.

Arrivée des communes américaines à Moscou. — Sont arrivés à Moscou les derniers groupes des communes agricoles américaines : « Le Pré Rouge » et « Le Semeur ». Le premier groupe se rend dans le département d'Odessa, le deuxième, dans la région du Donetz. Les immigrants ont apporté des outils et des machines agricoles en grande quantité.

Les immigrants américains et australiens à Vladivostok. — Dans les derniers jours de juin est arrivé à Vladivostok, venant d'Australie, un groupe d'immigrants se rendant dans le département de Tambov pour s'y fixer dans la commune agricole de Lénine. En même temps, 40 immigrants américains se rendant dans la commune agricole « Californie », dans la région du Donetz, sont arrivés à Vladivostok.

En route pour l'U.R.S.S. — Des immigrants, au nombre de 72 personnes, venant d'Amérique, se rendent dans l'U.R.S.S., en passant par Constantinople et Odessa.

La Cathédrale d'Isaac de Leningrad transformée en Musée

La célèbre cathédrale d'Isaac, à Leningrad, faute de paroissiens et sur l'initiative de la paroisse elle-même, sera mise à la disposition de la société « Le Vieux Pétersbourg » qui la transformera en musée.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur